



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 22 JUIN 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subéquent. 2159

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE A LA
CHANCELLERIE.

Québec, 20 juin 1912.

Le quinzième jour de mai mil neuf cent douze ont été élus députés à l'Assemblée législative de la province de Québec :

Dans le district électoral de Terrebonne, monsieur Jean Prévost, avocat, de la ville de Saint-Jérôme ;

Dans le district électoral de Montmagny, monsieur Armand Lavergne, avocat, de la cité de Québec.

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
2525 L.-P. GEOFFRION.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-huitième jour de mai 1912, de nommer M. Antonio Painchaud, notaire, de Havre-Aubert, Iles-de-la-Madeleine, greffier de la cour de Circuit des Iles-de-la-Madeleine. 2505

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 22nd JUNE, 1912.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2160

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 20th June, 1912.

On the fifteenth day of May, one thousand and nine hundred and twelve, were elected members of the Legislative Assembly of the province of Quebec :

In the electoral district of Terrebonne, Mr. Jean Prévost, of the town of Saint-Jérôme, advocate ;

In the electoral district of Montreal, Mr. Armand Lavergne, of the city of Quebec, advocate.

The Clerk of the Crown in Chancery,
2526 L. P. GEOFFRION.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty eighth day of May, 1912, to appoint Mr. Antonio Painchaud, notary, of Havre-Aubert, Magdalen Islands, clerk of the circuit court of the Magdalen Islands. 2506

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-huitième jour de mai 1912, de nommer M. Antonio Painchaud, notaire, de Havre-Aubert, Îles-de-la-Madeleine, registrateur de la division d'enregistrement du comté des Îles-de-la-Madeleine, à Amherst. 2507

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douzième jour de juin 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Pontiac.—M. Isidore Légaré, cultivateur, (B. P. Bruchési), comté de Pontiac.

District de Montmagny.—MM. Joseph Nadeau, secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-Lazare, Joseph Bélanger, agent, et Joseph Lamontagne, cultivateur, fils de Louis, de la paroisse de Saint-Lazare, comté de Bellechasse. 2443

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 5e jour de juin 1912, de nommer M. Léon Violet, avocat, No 21, de la rue Le Peletier, à Paris, France, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec. 2445

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 19 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province, M. Geo. A. Campbell, Montréal, district de Montréal. 2473

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douzième jour de juin 1912, de nommer M. André Mathon, commerçant, de la cité de Montréal, juge de paix, sous l'autorité de l'article 3361 des R. S. P. Q., avec juridiction sur le district de Pontiac. 2475

ERRATUM.

A la page 1271 de la "Gazette Officielle" du quinze juin 1912, aux Nos 2343-44, lisez : "Finch Pruyh & Company, Incorporated", au lieu de : "Finch, Pruyh & Company Incorporated". 2465

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Hinde & Dauch Paper Company of Canada, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alexander James Shepley, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 12 juin 1912.

2447

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty eighth day of May, 1912, to appoint Mr. Antonio Painchaud, notary, of Havre-Aubert, Magdalen Islands, registrar of the registration division of the county of Magdalen Islands, at Amherst. 2508

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of June, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Pontiac.—Mr. Isidore Légaré, farmer, (B. P. Bruchési), county of Pontiac.

District of Montmagny.—Messrs. Joseph Nadeau, secretary-treasurer of the municipality of Saint-Lazare, Joseph Bélanger, agent, and Joseph Lamontagne, farmer, son of Louis, of the parish of Saint-Lazare, county of Bellechasse. 2444

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th day of June, 1912, to appoint Mr. Léon Violet, advocate, No. 21, Le Peletier street, at Paris, France, a commissioner to receive affidavits under authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Québec. 2446

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 19th June, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. Geo. A. Campbell, Montreal, district of Montreal. 2474

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of June, 1912, to appoint Mr. André Mathon, trader, of the city of Montreal, justice of the peace, under the authority of article 3361 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Pontiac. 2476

ERRATUM.

On page 1271 of the "Official Gazette" of the fifteenth of June, 1912, at Nos. 2343-44, read : "Finch, Pruyh & Company, Incorporated", instead of : "Finch, Pruyh & Company, Incorporated". 2466

Government Notices

"The Hinde & Dauch Paper Company of Canada, Limited" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alexander James Shepley, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 12th June, 1912.

2448

La compagnie "Purdy & Henderson Incorporated" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux prescriptions et aux restrictions des lois de cette province, par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Peers Davidson, K. C. de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 15 juin 1912.

2521

La compagnie "Canadian North Atlantic Corporation Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Joseph Leonard Apedaile, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 15 juin 1912.

2519

No. 3514.10

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Québec, 17 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR par un arrêté ministériel du 13 juin 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame de Lévis et de celle du village Lauzon, comté de Lévis, tout le territoire détaché de chacune d'elles par décret canonique publié dans la "Gazette Officielle" du 17 février 1912, pour former la paroisse de Saint-Antoine de Bienville, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Bienville, même comté.

2451

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Wright, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la municipalité du canton Lytton".

JOS. ED. CARON,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 17 juin 1912.

2467

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 14e jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Pamphile Biron, manufacturier, Ernest Harry May, commerçant, Pierre Gauvin, boulanger, Walter John Wiggett, électricien, J. Olivier Archambault, agent d'assurance, F. Amédée Biron, garnisseur de voitures, Alfred Nadeau, électricien, J. Oliva

The company "Purdy & Henderson, Incorporated" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Peers Davidson, K. C., of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 15th June, 1912.

2522

The "Canadian North Atlantic Corporation Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph Leonard Apedaile, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 15th June, 1912.

2520

No. 3514.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Boundary of school municipalities.

Quebec, 17th June, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council, dated the 13th June, 1912, to detach from the school municipality of Notre Dame de Lévis and from that of the village of Lauzon, county of Lévis, the whole of the territory detached from each of same by canonical decree published in the "Official Gazette" of the 17th February, 1912, to form the parish of Saint Antoine de Bienville, and to annex such to the school municipality of Bienville, same county.

2452

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Wright, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the municipality of the township Lytton".

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, 17th June, 1912.

2468

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th day of June, 1912, incorporating Messrs. Pamphile Biron, manufacturer, Ernest Harry May, trader, Pierre Gauvin, baker, Walter John Wiggett, electrician, J. Olivier Archambault, insurance agent, F. Amédée Biron, carriage trimmer, Alfred Nadeau, electrician, J. Oliva Dufort, traveller, Joseph Bellavance, elec-

Dufort, voyageur, Joseph Bellavance, électricien, Ruben Hurlbut, peintre, de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants :

Acquérir, prendre et mettre en opération aux termes et conditions qui peuvent être convenus, la patente et tous les droits de patente quelconque et en général, tenus par M. F. Amédée Biron, en vertu de la charte fédérale portant le numéro 130,046, datée et enregistrée le 20^e jour de décembre 1910, sur un certain instrument électro-thérapeutique amélioré, le dit instrument tel que décrit dans la dite charte, ensemble avec tous les droits et appareils d'icelui, et toutes les améliorations qui peuvent être exécutées par le dit F. Amédée Biron en rapport avec le dit instrument ou aucune partie d'icelui, ainsi que celles exécutées par la compagnie demandant l'incorporation ;

Vendre aux termes, prix et conditions que la compagnie jugera à propos, la susdite patente et les droits de patente ou aucune partie d'icelle, ou en disposer autrement ;

Faire et conduire les affaires en général, en gros et en détail, de manufacturiers, commerçants et réparateurs de toute sorte de fil électrique, objets, machines, appareils, accessoires et diverses choses ;

Agir comme agents pour toute personne, personnes, compagnie ou compagnies étrangères ou domestiques engagées dans les mêmes affaires que celles faites par la susdite compagnie demandant l'incorporation ;

Acquérir, posséder, louer et tenir par aucun titre légal telles terres, propriétés mobilières et immobilières que la compagnie peut juger à propos ou utiles en rapport avec ses affaires, et établir et conduire partout où il sera désirable, des agences et magasins, bureaux et salles de vente qui pourront être jugés nécessaires ou utiles à la transaction des affaires de la dite compagnie ;

Acquérir ou autrement prendre de toute personne, personnes, compagnie ou compagnies faisant le commerce ou engagées dans les mêmes affaires que celles conduites par la dite compagnie, telles affaires ainsi conduites par telle personne, personnes, compagnie ou compagnies, et vendre les dites affaires ou en disposer autrement ;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs nécessaires, utiles ou propres à la mise en opération des objets pour lesquels la dite compagnie est incorporée, sous le nom de "Eastern Electric Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000 00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une piastre (\$1 00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de juin 1912.

2471

C. J. SIMARD,
Sous-Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. J. E. Emile Léonard, avocat, de Sainte-Rose, Zéphirin Phillion et Gustave Monette, avocats, de Montréal, L. J. Boileau, notaire, de Sainte-Anne de Bellevue, et Lacasse Rousseau, électricien, de la ville de Saint-Lambert, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, soit comme propriétaire, soit comme agent ; acquérir et posséder des immeubles de toutes manières, les bâtir, développer, améliorer, louer, échanger, hypothéquer, vendre et en disposer de toutes manières possibles ; faire ou obtenir des prêts ou avances d'argent et prendre ou donner pour la garantie de ces prêts ou avances, des hypothèques ou toutes autres garanties quelconques ; négocier des prêts, hypothèques ou autres valeurs, comme principal ou agent ; faire le commerce de courtiers d'assurance sur la vie, s r

trician, and Ruben Hurlbut, painter, of the city of Sherbrooke, for the following purposes :

To acquire, take over and operate on such terms and conditions as may be agreed upon, the patent and all patents rights whatsoever and general held by Mr. F. Amédée Biron, in virtue of federal charter bearing number 130,046, dated and recorded the 20th day of December, 1910, on and upon a certain improved instrument electro therapeutics, the said instrument as described in the said charter, together with all rights and all appliances on the same, and all and every improvements which may be achieved by the said F. Amédée Biron, in connection with the said instrument or any part thereof as well as those achieved by the company seeking incorporation ;

To sell or otherwise dispose of on such terms, price and conditions as may see fit the said company, the above said patent and patent rights or any part thereof ;

To carry on and conduct a business as general wholesales and retail manufacturers, dealers and repairers in all kinds of electric ware, goods, machineries, apparatus, appliances and sundries ;

To act as agents for any foreign or domestic person, persons, company or companies engaged in a similar business to that carried on by the said above company seeking incorporation ;

To acquire and own, lease and hold by any legal title, such lands, real estate and moveable property as the company may deem expedient or usefull in connection with its business, and to establish and carry on wherever desirable, agencies and stores, offices and sales rooms such as may be found necessary or useful in the transaction of the business of the said company ;

To acquire or otherwise take over from any person, persons, company or companies dealing or engaged in a similar business to that carried on by the said company, such business thus carried on by such person, persons, company or companies, and to sell or otherwise dispose of said business ;

To do all things and exercises all powers necessary or suitable, or proper, for the carrying on of the objects for which the said company is incorporated, under the name of "Eastern Electric Manufacturing Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000 00), divided into twenty thousand (20 000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1912.

2472

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1912, incorporating Messrs. J. E. Emile Léonard, advocate, of Sainte Rose, Zéphirin Phillion and Gustave Monette, advocates, of Montreal, L. J. Boileau, notary, of Sainte Anne de Bellevue, and Lacasse Rousseau, electrician, of the town of Saint Lambert, for the following purposes :

To carry on the real estate business in all its branches, either as principal or as agent ; to acquire and hold immoveable property in any manner, and build, develop, improve, lease, exchange, hypothecate, sell and dispose of same in any possible manner ; to make or obtain loans or advances of money and take or give for the security of such loans or advances, mortgages or any other securities whatsoever ; to negotiate loans, mortgages or other securities as principal or agent ; to carry on the business of insurance brokers on life, fire, marine, accident or any other insurance risks ; to value

le feu, la marine, les accidents ou sur tous autres risques d'assurance; évaluer les propriétés; acheter ou vendre des débetures municipales, scolaires ou autres; vendre ou en disposer autrement, les droits, entreprises et propriétés de cette compagnie en tout ou en partie et en acquérir de quelque manière que ce soit, et pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos et en recevoir ou donner le paiement en argent, parts, bois, ou autres valeurs, ou garanties quelconques de la compagnie ou de toutes autres compagnies; émettre et accorder toutes parts ou actions acquittées dans le capital actions de cette compagnie, et en payer le prix de toutes franchises, entreprises, propriétés, débetures, garanties, créances, droits, privilèges et hypothèques, lettres patentes, licences, etc., que cette compagnie pourra acquérir et dans lesquels elle pourra s'intéresser ou en paiement de toutes dettes ou obligations qu'elle pourra contracter; tirer, faire, endosser, accepter, escompter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, cautions, et autres effets négociables et transférables; prêter de l'argent; s'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie; en général, faire et accomplir tous actes, contrats et choses quelconques qui peuvent découler des pouvoirs de cette compagnie et sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue sous le nom de "The Corona Realty Company", avec un capital de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2435

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1912, constituant en corporation MM. William Francis Dineen et Burton Campbell Ansley, marchands, Thomas McMillan, comptable, Samuel Clement Smoke et William Craig Chisholm, sollicitants, de la cité de Toronto, Ont., dans les buts suivants :

Faire, dans toutes ses branches et départements, les affaires de marchands en détail ;

Acquérir, posséder du stock ou des actions de toute autre compagnie ou corporation ayant des objets ou faisant des affaires semblables, en tout ou en partie, aux objets et affaires de la compagnie, pour lesquels l'incorporation est demandée par les présentes, et en disposer, sous le nom de "Dineen's Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisée en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,

2441

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Joseph Napoléon Beaumont, négociant, Eugène Lamontagne, industriel, Ernest Roy, avocat, Alexis Drouin, marchand, de la cité de Québec, et Thomas Hamel, cultivateur, de la paroisse de Charlesbourg, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles, acquérir, disposer de la manière et aux conditions qui

property; to purchase or sell municipal, school or other debentures; to sell or otherwise dispose of the rights, undertakings and property of the company, in whole or in part, and acquire other in any manner whatsoever, and for such considerations and on the terms and conditions that the company may deem fit and receive or give payment therefor in cash, shares, bonds or other securities or guarantees whatsoever of the company or of any other companies; to issue and grant any paid up shares or stock in the capital stock of this company and pay with same for any franchises, undertakings, property, debentures, securities, claims, rights, privileges and hypothecs, letters patent, licenses, etc., that the company may acquire and in which it may be interested, or in payment for any debts or obligations it may contract; to draw, make, endorse, accept, discount and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds and other negotiable and transferable instruments; to loan money; to amalgamate with any other companies having objects in whole or in part similar to those of this company; and generally to do and accomplish any acts, contracts and things whatever that may be derived from the powers of the company and that are suitable for the purposes and objects that the company has in view, under the name of "The Corona Realty Company", with a capital of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2436

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th day of June, 1912, incorporating Messrs. William Francis Dineen and Burton Campbell Ansley, merchants, Thomas McMillan, accountant, Samuel Clement Smoke and William Craig Chisholm, solicitors, of the city of Toronto, Ont., for the following purposes :

To carry on in all its branches and departments the business of a retail merchant ;

To acquire, hold and dispose of stock or shares in any other company or corporation having purposes or carrying on a business similar in whole or in part to the purposes and business of the company for which incorporation is hereby sought, under the name of "Dineen's Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2442

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1912, incorporating Messrs. Joseph Napoléon Beaumont, trader, Eugène Lamontagne, manufacturer, Ernest Roy, advocate, Alexis Drouin, merchant, of the city of Quebec, and Thomas Hamel, farmer, of the parish of Charlesbourg, for the following purposes :

To carry on the real estate business, acquire, dispose, in the manner and on the conditions,

seront jugées convenables de tout immeuble généralement quelconque ;

Exercer le commerce et l'industrie de constructeurs de maisons, édifices et constructions quelconques, acquérir des constructions et en disposer aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables ;

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs, d'agents d'immeubles et de commerçants de tous matériaux entrant dans la construction ;

Conclure tout contrat, arrangement ou convention pour construire, entretenir aux conditions et de la manière qui seront stipulés, des rues, chemins, ruelles et sentiers ;

Acquérir, posséder, disposer, construire, entretenir aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, des aqueducs, citernes, drains, égouts, réservoirs et généralement toute construction, travaux ayant pour objet l'approvisionnement d'eau et la protection de la santé en tous endroits, cités, villes et villages ;

Construire, exploiter ou disposer des vaisseaux, yachts, canots mus par la vapeur, l'électricité, des essences ou autrement ;

Construire, exploiter ou disposer de voitures, automobiles, ou autres ;

Acquérir, posséder, développer, exploiter de toute manière qui sera jugée convenable, des chutes ou pouvoirs d'eau, produire de l'électricité ou toute autre force motrice, employer, vendre ou autrement disposer de la dite électricité ou de toute autre force motrice pour des fins d'éclairage, de chauffage ou toutes autres fins ; construire et exploiter tout équipement, machinerie, appareil, lignes nécessaires à ces fins, le tout subordonnement à tous statuts et règlements locaux, municipaux et provinciaux à ce sujet ; pouvoirs à être exercés dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières ;

Acquérir, posséder, construire, développer des usines, pour fabriquer le gaz d'éclairage ou tout autre moyen d'éclairage, et distribuer, transmettre ce gaz et ces moyens d'éclairage, les vendre ou autrement en disposer avec faculté de construire et exploiter tout équipement, machinerie, appareil et lignes nécessaires à ces fins, subordonnement à tous statuts et règlements locaux, municipaux et provinciaux ; pouvoirs à être exercés dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières ;

Acquérir, posséder, louer de toute manière qui sera jugée convenable des limites à bois, les exploiter et généralement exercer l'industrie du bois, de marchands de bois, de propriétaires de scieries, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer et exporter, et faire le commerce de bois de construction et autres bois de toute sorte, fabriquer et faire le commerce d'articles en bois de tout genre, dans la fabrication desquels entre du bois de construction ou tout autre bois, et de tous les articles qui peuvent être faits ou tirés du bois ou de déchets de bois ;

Exercer l'industrie de la pulpe, acquérir, posséder de la manière qui sera jugée convenable, et exploiter des limites à bois dans le but d'en faire de la pulpe ou du papier, exploiter des pulperies, usines à fabriquer le papier, et manufacturer, vendre ou autrement exploiter le bois de pulpe et le papier et en disposer aux conditions qui seront jugées convenables ;

Faire les affaires de courtier d'assurance et d'agent d'assurance sur le feu et la vie ;

Distribuer la chaleur dans tous endroits, cités, villes et villages, et pour cet objet acquérir posséder des usines, machineries, et toutes autres choses utiles pour la fabrication et la distribution de la chaleur par quelque moyen que ce soit ; pouvoirs à être exercés dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières ;

deemed fit, of any immoveable generally whatsoever ;

To carry on the business and industry of builders of houses, edifices and structures of any kind, acquire buildings and dispose thereof on the conditions and in the manner deemed advisable ;

To carry on the business and industry of contractors, real estate agents and dealers in all materials entering into construction work ;

To enter into and make any contract, arrangement or agreement to construct, maintain on the condition and in the manner stipulated, streets, roads, lanes and paths ;

To acquire, own, dispose of, construct, maintain, on the conditions and in the manner deemed fit, waterworks, cisterns, drains, sewers, reservoirs and generally any structure, works having for object the supplying of water and the protection of health in any places, cities, towns and villages ;

To build, operate or dispose of vessels, yachts, canoes moved by steam, electricity, essences or otherwise ;

To make, exploit or dispose of vehicles, automobiles or other ;

To acquire, hold, develop, exploit in any manner deemed advisable, water powers or falls, produce electricity or any other motive power, employ, sell or otherwise dispose of the said electricity or any other motive power for the purposes of lighting, heating or any other purposes ; to construct and operate any equipment, machinery, apparatus, lines necessary for such purposes, the whole subordinated to any provincial, municipal and local statutes and by-laws of such effect ; the said powers to be exercised within the districts of Québec, Montmagny, Beauce and Three Rivers ;

To acquire, hold, build, develop works to manufacture gas for lighting, or any other means of lighting, and distribute, transmit such gas and means of lighting, sell or otherwise dispose of same with right to build and operate any equipment, machinery, apparatus and lines necessary for such purposes, subordinated to any local, municipal and provincial statutes and by-laws ; the said powers to be exercised within the districts of Québec, Montmagny, Beauce and Three Rivers ;

To acquire, hold, lease in any manner deemed fit, timber limits, operate same and generally carry on the lumber business, wood merchants, saw-mill owners, and purchase, sell, prepare for market, manufacture, import and export and deal in lumber and other wood of all kinds, manufacture and deal in articles of wood of any sort in the manufacture of which lumber or any other wood forms a part, and of all articles which may be made or taken from wood or waste wood ;

To carry on the pulp business, acquire, hold in the manner deemed advisable, and operate timber limits for the purpose of making pulp and paper thereof, operate pulp-mills, factories to make paper, and manufacture, sell or otherwise carry on the pulp and paper business and dispose of same on the conditions deemed advisable ;

To carry on the business of fire and life insurance agents and brokers ;

To distribute heat in any places, cities, towns and villages, and for such object acquire, hold works, machinery and everything else useful for the manufacture and distribution of heat by any means whatsoever ; the said powers to be exercised within the district of Québec, Montmagny, Beauce and Three Rivers ;

Acquérir ou entreprendre de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables, la totalité ou une partie des affaires, propriétés ou engagements de toute personne, société ou compagnie, exerçant une industrie semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de propriété propre aux fins de la présente compagnie ;

Acquérir, posséder, exploiter et disposer aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, des franchises privilèges de toute corporation municipale et de tous pouvoirs publics ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou prendre des actions, obligations, débiteures, ou autres valeurs de toute compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les vendre, détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Émettre et repartir des actions acquittées de la compagnie en plein paiement ou en paiement partiel de tout service rendu ou de tout industrie, franchise, privilège, propriété, droits, pouvoir, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir ;

Vendre, arrenter ou autrement disposer de la propriété, entreprise de la compagnie, ou d'une partie quelconque de la propriété, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débiteures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ; ou pour des intérêts ou des parts de toute société de personnes ou de syndicat de personnes ;

Conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec tout gouvernement municipal ou autorité locale, ou avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point de s'engager dans toute industrie ou transaction que le présente compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, et répondre des contrats, avec ou sans garantie, et avancer des fonds ou autrement aider toute telle personne ou compagnie entreprenant d'améliorer ou de construire sur toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement, aux personnes ou compagnies et aux termes et conditions que la compagnie jugera bon, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Garantir le paiement des deniers assurés ou payables au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, changes, obligations ou toutes valeurs de toute compagnie ou entreprise dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Conclure des arrangements avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale, ou autrement, qui seront de nature à atteindre les fins de la compagnie ou aucune d'elle ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre ou distribuer en espèce entre les actionnaires toute partie de la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes et choses ci-dessus comme principal agents, entrepreneurs ou fondés de pouvoirs ;

Faire toutes les autres choses qui seront propres à atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie ;

La compagnie exercera son industrie dans

To acquire or undertake in the manner and on the conditions deemed fit, the whole or a part of the business, property or obligations of any person, partnership or company carrying on a similar business to that this company is authorized to carry on or in possession of property suitable for the purposes of the company ;

To acquire, hold, exploit and dispose on the conditions and in the manner deemed advisable, of the franchises and privileges of any municipal corporation and of any public powers ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or accept the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in any business that this company is authorized to carry on, and sell, hold, release with or without security, or otherwise dispose of same ;

To issue and allot paid up shares of the company in full or partial payment for any service rendered or for any business, franchise, privilege, property, right, power, lease, license or contract that the company is authorized to acquire ;

To sell, rent or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or of any part whatever of the property for the compensation that the company may deem suitable, and especially for the shares, bonds, debentures or securities of any other company or for any interest or shares of any society of persons or syndicate of persons ;

To enter into arrangements respecting the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint risk, reciprocal concession or otherwise with any municipal government or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to engage in any business or transaction that this company is authorized to carry on or any business capable of being conducted in such manner as to be of advantage to the company, directly or indirectly, and be responsible for the contracts, with or without security, and advance funds or otherwise assist any such person or company undertaking to improve or to build on any property in which the company is interested, and generally to persons or companies and on the terms and conditions that the company may deem fit, and especially to tenants, builders and contractors ;

To guarantee the payment of money secured or payable by way of debentures, shares, contracts, mortgages, exchange, obligations or any securities of any company or undertaking whose objects are in whole or in part similar to those of the company ;

To enter into arrangements with any local, municipal, provincial or federal government or authority, or otherwise, of a nature to attain the purposes of the company or any of same ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner determined upon from time to time, or distribute in kind amongst the shareholders any part of the property of the company ;

To do any of the hereabove acts and things as principals, agents, contractors or by proxy ;

To do anything else suitable to attain the hereabove objects ;

The interpretation of any powers granted in any hereabove paragraph shall not be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph whatsoever, neither by induction or deduction, from the name of the company ;

The company shall carry on its business

les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières, sous le nom de "Le Parc Richelieu Limité", avec un capital de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00) divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix (1,990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2461

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1912, constituant en corporation M^{re} Charles Mackay Cotton, avocat, de la cité de Westmount, Egbert William Westover, avocat, Thomas Joseph Duggan, agent d'immeubles, Arthur Edward Odell, commis, de la cité de Montréal et Walter Joseph Shea, gérant, de la ville de Montréal Ouest, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des propriétés immobilières :

Construire des maisons, résidences et autres bâties sur telles propriétés immobilières ou sur aucune partie d'icelles :

Vendre, louer, transporter, échanger telles propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et développer, améliorer telles propriétés et les tracer en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement, en disposer ou en faire le commerce autrement :

Faire des avances par prêts aux acheteurs ou locataires de toute partie des immeubles de la dite compagnie, pour des fins de construction ou autres améliorations :

Aider, avec l'approbation des actionnaires au moyen d'avances ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues, aqueducs, canaux d'égoûts et autres travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessibles et en augmenter la valeur :

Prendre et recevoir des hypothèques, obligations ou charges pour assurer le paiement, du prix d'achat d'aucune des propriétés vendues par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs ou autres pour des fins de construction ou autres améliorations :

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions, stocks, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but, en tout ou en partie, que celui de cette compagnie et faisant affaires de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie :

Vendre ou disposer autrement d'aucune partie d'immeuble ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures, stock ou garanties d'aucune autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'icelles :

Acquérir et posséder toute affaire franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, actions, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus, à une valeur jugée raisonnable par la compagnie :

Émettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour aucune propriété immobilière, droits ou autres biens de la compagnie sous aucun titre :

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie

within the districts of Québec, Montmagny, Beauce and Three Rivers, under the name of "Le Parc Richelieu Limité", with a capital of one hundred and ninety-nine hundred thousand dollars (199,000.00), divided into nineteen hundred and ninety (1,990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2462

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the seventeenth June, 1912, incorporating Messrs Charles Mackay Cotton, advocate, of the city of Westmount, Egbert William Westover, advocate, Thomas Joseph Duggan, real estate agent, Arthur Edward Odell, clerk, of the city of Montreal, and Walter Joseph Shea, manager, of the town of Montreal West, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own real estate :

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof :

To sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal, with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise :

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements :

And, with the approval of the shareholders, to and by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value :

To take and hold mortgages, hypothec, liens or charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements :

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities, in other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company :

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or in part payment thereof :

To acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof :

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights or other assets by the company by any title :

To sell, lease or otherwise dispose of the

ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires, en tout ou en partie, semblables à celle de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la susdite considération accepter de l'argent ou au lieu de l'argent des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débiteures ou autres garanties de toute autre corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, de temps à autre, toutes espèces, actions, obligations, débiteures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie;

Payer tous les frais au sujet de la charte d'incorporation de la compagnie, et faire toutes choses qui peuvent être en rapport et utiles à l'acquisition des susdits objets;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital actions de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Pointe aux Trembles Land & Developing Company Incorporated", avec un capital total de quarante sept mille piastres (\$47,000.00), divisé en quatre cent soixante et dix (470) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2489

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente mai 1912, constituant en corporation MM. Alarie Tourangeau, et Arthur Courchènes, agents, D. F. Chabot et Wilfrid Denis, bourgeois, et Gilbert Demers, contracteur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou aliéner tous les biens mobiliers ou immobiliers, y compris les obligations, actions ou autres valeurs des gouvernements, corporations municipales ou scolaires et des banques ou autres compagnies dûment constituées en corporation;

Faire les affaires d'agence générale et de courtage et en particulier agir en qualité d'agent et de courtier pour les placements, prêts, paiements, transmission et perception des deniers, pour la vente, transport et enregistrement d'obligations, actions, et autres valeurs, pour les achats, vente, échange, louage, améliorations, développement et administration de toute propriété, affaire ou entreprise et pour les gestions, contrôle ou direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont le but est en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, prendre des actions de telle compagnie, garantir l'exécution de contrats pour toute personne ou compagnie, vendre, louer ou autrement céder la propriété et l'entreprise de la compagnie, ou de toute autre partie d'icelle, pour la considération jugée bonne par elle, et en particulier pour les actions, obligations, ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir toute entreprise semblable en totalité ou en partie à celui de la compagnie, ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges, et biens de toutes sortes, et de payer en deniers comptant, en actions ou obligations de la compagnie ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter,

undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper or to amalgamate with any individual firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefore, to accept cash, or, in lieu of cash fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, and to distribute among the shareholders of the company from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company;

To pay all costs incidental towards the charter of the incorporation of the company, and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's stock, or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company, or the conduct of its business, under the name of "Pointe aux Trembles Land & Developing Company Incorporated" with a capital stock of forty seven thousand dollars (\$47,000.00), divided into four hundred and seventy (470) shares, of one hundred (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2490

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1912, incorporating Messrs. Alarie Tourangeau and Arthur Courchènes, agents, D. F. Chabot and Wilfrid Denis, gentlemen, and Gilbert Demers, contractor, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or alienate any moveable or immoveable property including the bonds, stock or other securities of governments, municipal or school corporations and banks or other duly incorporated companies;

To carry on a general agency and brokerage business and especially to act as agent and broker for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the sale, transfer and registration of bonds, stock and other securities, for the purchase, sale, exchange, lease, improvement, development and administration of any property, business or undertaking and for the management, control or direction of syndicates, societies, associations, companies or corporations;

To unite or amalgamate with any other company whose purpose is in whole or in part similar to that of this company, to take the stock of such company, guarantee the execution of contracts for any person or company, to sell, lease or otherwise assign the property and undertaking of the company or any part thereof for the consideration deemed fit by it and in particular for the shares, bonds or other securities of any other company;

To acquire any similar undertaking in whole or in part to that of the company and also its stock in trade, good-will, privileges and property of all kinds, and pay for same with cash, stock or bonds of the company or otherwise;

To draw, make, endorse, discount, execute,

exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables ou transférables ; ;

Émettre et allouer comme actions acquittées des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel, de toute affaire, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, permis, contrat, meuble, immeuble, actions, obligations ou bons ou autre propriété ou droit que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte ;

Distribuer en nature entre les actionnaires toute propriété de la compagnie et en particulier des actions, obligations ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie a la faculté de disposer ;

Exercer ou développer, améliorer, employer, engager, vendre, échanger, louer ou céder autrement les droits et biens de la compagnie, en tout ou en partie ;

Faire toute chose ci-dessus comme principal et comme agent, entrepreneur ou autrement, et seul ou avec d'autres ;

Faire toutes autres choses se rattachant à tous ces objets, fins ou propres à les atteindre ;

Prêter et emprunter de l'argent pour son compte ou le compte d'autres personnes, sur hypothèques et valeurs mobilières ou immobilières, et en garantir ou non le remboursement et plus spécialement et sans limiter les termes ci-dessus à prêter aux conditions jugées convenables, avec pouvoir de prendre en garantie pour tel prêt ou toute autre dette contractée envers la compagnie, des hypothèques, biens-fonds, ventes foncières à prêter avec ou sans hypothèques à toutes personnes ou corporations municipales et scolaires aux fabriques et aux syndicats pour la construction ou la réparation des églises de la province de Québec, ou aux particuliers, les sommes qu'ils auront la faculté d'emprunter, remboursable soit à long terme, soit à court terme, avec ou sans amortissement ; à emprunter de l'argent à tel taux d'intérêt qui pourront être convenus, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts, par toutes hypothèques, actions, obligations ou autres valeurs appartenant à la compagnie ;

A faire fonction d'agence ou association pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêt ou de placement et garantir le remboursement du capital, ou le paiement de l'intérêt ou des deux, de toutes sommes ainsi confiées à la compagnie ; toutefois elle ne pourra prêter sous garantie de lettre de change ou de billet ;

Les objets ou fins ou pouvoirs précédemment énumérés de la compagnie seront considérés comme distincts et ne dépendront pas les uns des autres, et la compagnie pourra exercer l'un ou plus des dits pouvoirs sans égard aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou de manière à être subordonné à quelque autre article ; et en cas d'ambiguïté chaque article sera interprété de manière à étendre et non pas à restreindre les pouvoirs de la compagnie ;

Rémunérer en les payant en deniers comptants, en actions, obligations, ou de toute autre manière les services rendus ou à rendre par toute personne ou corporation relativement au placement du capital actions et des obligations ou autres valeurs de la compagnie et relativement à la formation de celle-ci à son avancement ou à la direction de ces affaires, sous le nom de "Parc Balmoral Incorporé", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Issue bills payable to order, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments ;

To issue and allot as paid up stock, shares of the company in full or part payment of any business, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license, contract, moveable, immoveable, stock, bonds, debentures or other property or right that the company may lawfully acquire in virtue of the powers conferred on it by the present charter ;

To distribute in kind amongst the shareholders any property of the company and especially the shares, bonds or securities of other companies belonging to the company or of which the company has the right to dispose of ;

To exercise or develop, improve, employ, pledge, sell, exchange, lease or otherwise assign the rights and property of the company, in whole or in part ;

To do everything hereabove as principal and as agent, contractor or otherwise, and alone or with others ;

To do anything else in connection with the above objects and purposes or proper for the attainment thereof ;

To loan and borrow money on its own account or for the account of other persons, on hypothecs and moveable or immoveable securities, and guarantee or not the repayment of same and more especially and without limiting the hereabove terms to loan on the conditions deemed fit with power to take as security for such loan or any other debt contracted towards the company, hypothecs, real estate, ground rents ; ; to loan with or without hypothecs to any persons or municipal and school corporations, fabriques and trustees for the building or the reparation of the churches of the province of Quebec, or to individuals, the amounts they have the right to borrow, repayable either on long or short terms, with or without extinction ; to borrow money at such rate of interest as may be agreed upon, with full right to give security for such loans by any hypothecs, stock, bonds or other securities belonging to the company ;

To operate as an agency or association to act in the name of others who may place money with it for the purposes of loan and investment and guarantee the repayment of the capital or the payment of the interest or both of any sums thus placed with the company, nevertheless it shall not loan under security of bills of exchange or of notes ;

The foregoing objects, purposes or powers of the company shall be considered as distinct and shall not depend the one upon the other, and the company may exercise one or more of the powers hereabove enumerated without regard to the others, and any of the above articles respecting same shall not be limited in its generally or interpreted in such manner as to be subordinated to any other article, and in case of the ambiguity each article shall be interpreted in such manner as to extend and not restrict the powers of the company ;

To remunerate by the payment of cash, stock, bonds, or in any other manner, the services rendered or to be rendered by any person or corporation respecting the placing of the capital stock and the bonds on other securities of the company and respecting the formation of the latter its advancement or the management of its business, under the name of "Parc Balmoral Incorporé", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mai 1912.

2391 C. J. SIMARD,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Hum Yee, Ling Buck Quong, Wong Duck Li, Iio Pong, Lee Kee Wick, Lee Weh Yuen, Lee Yen Kow, Hun Lung, Lun Fos, Dee On Kee, Ing Kee Gog, Lum Duck Mon, Ing Hing, Hoo Kuong, Ling Foot et Sod Wong Man, commerçants, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Former un club social en vue de récréation, et obtenir des meubles et immeubles pour ces fins, sous le nom de "The Chee Kung Tong Club Company", avec un capital de dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt dix-huit piastres (\$19,998.00) divisé en six mille six cent soixante et six (6666) actions de trois piastres (\$3.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1912.

2377.2 C. J. SIMARD
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Arthur Chamberland, avocat, Robert Omer Gilbert, gérant de banque, Edouard Letendre, régistrateur, Louis Taché, avocat, Arthur Couillard, marchand, Séraphin Vachon, imprimeur, tous de Rimouski, dans les buts suivants :

Faire le commerce de pianos, d'harmoniums et autres instruments de musique, de machines parlantes, d'objets d'art, de machines à écrire, de machines à coudre et le commerce général ;

D'acquiescer les intérêts, clientèle (good will), réclames, annonces, contrats, baux, biens mobiliers, dettes actives et tous biens quelconques appartenant à la raison sociale actuelle "La Compagnie de Musique Victoria" de Rimouski, payable en parts acquittées de la nouvelle compagnie ;

Acheter, posséder et revendre des actions dans toute compagnie à fonds social, sous le nom de "La Compagnie de Musique Victor a, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mai 1912.

2379.2 C. J. SIMARD
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Jean Désiré Ouellette, manufacturier, Joseph Alfred Ouellette, eurentendant, Grégoire Tremblay, manufacturier, Armand Massicotte, teneur de livres, et Alphonse Lépine, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de manufacturiers, marchands, importateurs et exportateurs, et acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte de marchandises ;

Acheter et vendre, en gros et en détail, et manufacturer, raffiner, manipuler, exporter et importer et faire le commerce de toutes substances, appareils et choses manufacturées par la compagnie ou capables d'être employés dans

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1912.

2392 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1912, incorporating Messrs. Hum Yee, Ling Buck, Quong, Wong Duck Li, Iio Pong, Lee Kee Wick, Lee Weh Yuen, Lee Yen Kow, Hun Lung, Lun Fos, Dee On Kee, Ing Kee Gog, Lum Duck Mon, Ing Hing, Hod Kuong, Ling Foot and Sod Wong Man, traders, of the city of Montreal, for the following purposes :

To form a social club for the purpose of recreation and to obtain moveable and immovable property for such purposes, under the name of "The Chee Kung Tong Club Company", with a capital of nineteen thousand nine hundred and ninety eight dollars (\$19,998.00), divided into six thousand six hundred and sixty six (6666) shares of three dollars (\$3.00) each.

The chief place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1912.

2378 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1912, incorporating Messrs. Arthur Chamberland, advocate, Omer Gilbert, bank manager, Edouard Letendre, registrar, Louis Taché, advocate, Arthur Couillard, merchant, Séraphin Vachon, printer, all of Rimouski, for the following purposes :

To carry on business and deal in pianos, harmoniums and other musical instruments, speaking machines, writing machines, sewing machines and trade generally ;

To acquire the interests, good-will, claims, advertisements, contracts, leases, moveable property, assets, and any property whatever belonging to the actual business firm "La Compagnie de Musique Victoria", of Rimouski, payable in paid up shares of the new company ;

To purchase, hold and resell the shares of any joint stock company, under the name of "La Compagnie de Musique Victoria, Limitée", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1912.

2380 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1912, incorporating Messrs. Jean Désiré Ouellette, manufacturer, Joseph Alfred Ouellette, superintendent, Grégoire Tremblay, manufacturer, Armand Massicotte, book-keeper, and Alphonse Lépine, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as manufacturer, merchants, importers and exporters of and to buy, sell and deal in all kinds of merchandises ;

To buy and sell, wholesale and retail, and manufacture, refine, manipulate, export and import and deal in all substances, apparatus and things manufactured by the company or capable of being use in the business that the

les affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou requis par toute personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de matériel, machines, instruments, commodités, provisions et choses capables d'être employées en rapport avec l'opération que cette compagnie peut faire ou y être intéressée ou requis par les ouvriers ou autres employés par la compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, patentes, licences, concessions et autres semblables, conférant l'emploi de tout droit exclusif ou non exclusif ou limité, ou tout secret ou autre information quant à aucune invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et employer, exercer, développer ou octroyer toutes licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit les biens, droits ou information ainsi acquis ;

Développer et mettre à profit tout terrain acquis par la compagnie ou dans lequel elle est intéressée, et en particulier en le disposant ou préparant pour les fins de construction, construisant, changeant, démolissant, décorant, maintenant, meublant et améliorant des bâtiments et accommodements, et en plantant, pavant, égouttant, exploitant et cultivant, louant des bâtiments par bail ou convention, et en avançant de l'argent et faisant des contrats et arrangements de toute sorte avec les constructeurs, locataires et autres ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement, en rapport avec les affaires de la compagnie, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie ;

Acheter, louer ou acquérir autrement toute ou aucune partie des affaires, biens, franchises, clientèle, droits, privilèges tenus ou possédés par toute personne ou société ou par toute corporation faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de la compagnie ; et de les payer en actions préférentielles ou ordinaires, acquittées ou en partie acquittées de la compagnie ou autrement, et se charger des obligations de toute telle personne, société ou corporation ;

Entrer en société ou aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie ; et prêter de l'argent à toute telle personne, garantir ses contrats ou l'aider autrement, ou prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute compagnie, et les vendre, émettre de nouveau avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Nonobstant les dispositions de la section 44 de la dite loi, acheter, prendre ou acquérir par souscription originale ou en échange pour les actions, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie ou autrement, et posséder, vendre, ou disposer autrement des actions du stock, soit ordinaires ou préférentielles, débetures, engagements et autres obligations dans toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie aux objets de cette compagnie, ou faisant toute affaire capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compa-

company is authorized to carry on, or required by any person having dealings with the company ;

To buy, sell, manufacture and deal in plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with the operation which this company may carry on or be interested in or required by workmen or others employed by the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant any licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences, and by planting, paving, draining, farming and cultivating, letting on building lease or agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with the builders, tenants and others.

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on conveniently in connection with the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights.

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, rights, privileges held or enjoyed by any person or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorised to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay therefor in fully paid up or partly paid up preference or ordinary shares of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person firm or corporation ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, corporation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorised to carry on or engaged in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, or to take or otherwise acquire shares and securities of any company, and to sell, hold, reissue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

Notwithstanding the provisions of section 44 of the said act, to purchase take or acquire by original subscription or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote all shares so held

gnie, et voter toutes actions ainsi tenues par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourront nommer ;

Entrer en aucun arrangement avec toutes autorités, gouvernement municipal, local ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et faire ou exercer et remplir tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Etablir, pourvoir ou aider dans l'établissement et le soutien d'associations, institutions, fonds, dépôts et accommodements calculés pour le bénéfice de s'employés ou ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les dépendants ou parents de telles personnes, et octroyer des pensions et allocations et faire les paiements d'assurance et souscrire ou garantir l'argent pour objets de charité ou de bienfaisance ou pour toute exposition, ou pour tous objets publics ou utiles en général ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement calculées pour le bénéfice de cette compagnie, et en général acheter, prendre à bail ou en échange ou louer ou acquérir autrement tous biens meubles ou immeubles et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou propres pour les fins de ses affaires ;

Construire, acquérir et mettre en opération des vaisseaux, bateaux à vapeur et barques, et faire les affaires de marchands de bois, d'agents de vaisseaux, de système de transport, agents de transport, quais, marchands en gros et expéditeurs ;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie, non requis immédiatement, en la manière qui peut être déterminée de temps en temps ;

Rémunérer toutes compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital actions de la compagnie, ou toutes obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou en rapport à la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Vendre tous ou aucune partie des bien ou entreprise de la compagnie, ou en disposer, comme une affaire en opération ou autrement, pour telle considération que la compagnie pourra juger à propos, et en particulier pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, mettre à profit tous ou aucun des biens et droits de la compagnie, ou disposer ou en faire le commerce autrement ;

Faire toute autre choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses come patrons, agents, entrepreneurs, fidé-commiss ou autrement, et par l'intermédiaire des fidé-commiss, agents ou autrement, soit seule ou conjointement avec autres ;

Distribuer aucun des biens de la compagnie en espèce parmi les actionnaires ;

L'interprétation d'aucun des pouvoirs octroyés dans aucun paragraphe des présentes ne sera pas limitée ou restreinte par rapport à ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Acme Shu-Pak Company", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00) divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

through such agent or agents as the directors may appoint ;

To enter into arrangements with any authorities, government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry on or exercise and to comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or its predecessors in business or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition, or for any public, general or useful objects ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and generally to purchase, take on lease or in exchange or hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business ;

To construct, acquire and operate vessels, steamboats and barges, and to carry on the business of lumbermen, vessels, agents, cartage system, cartage agents, wharfingers, warehousemen and forwarders ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To remunerate any company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital stock, or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation of the company or the conduct of its business ;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets or undertaking of the company, as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any of the property and rights of the company ;

To do all other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To distribute any of the property of the company in kind among the shareholders ;

The interpretation of any of the powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the name of the company, under the name of "Acme Shu-Pak Company", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,
2415 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 6 juin 1912, incorporant MM. Rolland Préfontaine, ingénieur civil, A. D. Gall, gentilhomme, R. T. Leclerc, courtier, Rodolphe Bédard, expert-comptable, Augustin C. Hébert, bourgeois, dans les buts suivants :

Faire des transactions immobilières en général, soit comme principaux ou comme agents, et acquérir par achat, échange ou autrement des terres et lots de terre, les diviser, subdiviser, et améliorer, et acquérir par achat, échange ou autrement, et louer, construire, bâtir, améliorer et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâtiments, et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, droits et privilèges, et les payer en argent, parts, débetures, ou autrement, et les vendre, louer, ou en disposer de quelque façon que ce soit ;

Vendre et échanger les dites propriétés en tout ou en partie, ainsi que les améliorations et bâtisses qui auront pu y être faites, et accepter en paiement de l'argent comptant, des actions d'autres compagnies, des débetures, billets et autres valeurs, et payer toutes commissions nécessaires pour la vente de la dite propriété en tout ou en partie ;

Acquérir et posséder, vendre, transporter, disposer de ou souscrire des actions du capital social, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes, et exercer tous droits et privilèges de propriété s'y rattachant, y compris le droit de voter en vertu de telles actions, nonobstant les dispositions de l'article 44 de la dite loi, et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement ;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actif de toutes sortes, assumer les responsabilités et continuer les affaires de toutes personnes, société ou corporation faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et payer pour tel achat en argent, actions ou débetures de cette compagnie ou autrement ;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires, entreprises et propriétés de cette compagnie en tout ou en partie de quelque façon que ce soit, et recevoir en paiement de l'argent ou des parts, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations avec tous droits et privilèges s'y rattachant, y compris le droit de vote ;

Rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débetures ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social de cette compagnie ou par tous autres services rendus relativement à la formation de cette compagnie ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "Montreal West Land Company Limited", avec un capital de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de mille piastres (\$1,000.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,
2425-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier juin 1912, constituant en corporation MM. Louis Félix Chouinard, Saint-Moise, marchand, Luc Collin, industriel, Frs.-X. Dionne, ingénieur mécanicien,

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,
2416 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th day of June, 1912, incorporating Messrs. Rolland Préfontaine, civil engineer, A. D. Gall, gentleman, René T. Leclerc, broker, Rodolphe Bédard, expert accountant, Augustin C. Hébert, gentleman, for the following purposes :

To carry on real estate transactions generally, either as principals or agents, and acquire by purchase, exchange or otherwise, lands and lots of land, and divide, subdivide and improve same, and acquire by purchase, exchange or otherwise and lease, construct, build, improve and repair houses, stores, mills and other buildings, and generally all kinds of moveable and immovable property, rights and privileges, and pay for same in cash, shares, debentures or otherwise, and sell, lease or otherwise dispose of same in any manner whatsoever ;

To sell and exchange the said property in whole or in part and the improvements and buildings that may be made thereon, and accept in payment therefor cash, shares of other companies, debentures, notes and other securities, and pay any commissions necessary for the sale of the said property in whole or in part ;

To acquire and hold, sell, transfer, dispose of or subscribe for shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, partnerships or persons, and exercise any ownership rights and privileges connected therewith, including the right to vote in virtue of such shares, notwithstanding the provisions of article 44 of the said act, and pay for same in cash, shares or bonds of this company or otherwise ;

To purchase the goodwill, rights, property, and assets of all kinds, assume the responsibilities and continue the business of any persons, partnership or corporation carrying on a similar business to that of this company, and pay for such purchase in cash, shares or debentures of this company or otherwise ;

To sell or otherwise dispose of the rights, business, undertakings and property of this company in whole or in part, in any manner whatsoever, and receive in payment therefor cash or shares, debentures or other securities issued by other corporations with all the rights and privileges attached thereto, including the right to vote ;

To remunerate with paid up shares of the company, debentures or otherwise, any person or company for services rendered or to be rendered in the placing of the shares of the capital stock of the company or for any other services rendered respecting the formation of the company or the management of its operations, under the name of "Montreal West Land Company, Limited", with a capital of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one thousand dollars (\$1,000.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,
2426 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of June, 1912, incorporating Messrs. Louis Félix Chouinard, St. Moïse, merchant, Luc Collin, manufacturer, Frs.-X. Dionne, mechanical engineer, Pierre Collin and

Pierre Collin et Louis Collin, cultivateurs, de Matane, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à scie, moulins à bardeau et moulin à écorcer et de faire le commerce de bois en général ;

Acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à pulpe, moulins à papier et moulin pour la manufacture du bois, de la pulpe et des produits du papier ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeaux, articles en bois de toute nature et description, bois de pulpe, papier de pulpe, et produits de pulpe et de papier ;

Acquérir, posséder et mettre en exploitation des coupes forestières, manufacturer le bois de pulpe, et développer les terrains miniers ;

Posséder, construire, acheter et vendre des moulins, magasins, entrepôts, maisons, gares, boutiques et autres bâtisses, usines génératrices pour la production, la conversion et la distribution de la vapeur, de l'électricité, des forces hydrauliques, dans le district de Rimouski ;

Faire les affaires de marchands en général dans aucuns ou tous leurs établissements de moulins et ailleurs dans la province de Québec ;

Acquérir par achat, loyer ou autre titre, et garantir, hypothéquer toutes terres, bâtisses ou propriétés ;

Acquérir, posséder et mettre en opération des barges, des allèges, vaisseaux, remorqueurs et vaisseaux à vapeur mus par la vapeur, l'électricité, la gazoline ou autre pouvoir moteur ;

Acquérir des terres et ériger, employer et conduire les travaux, machines et appareils pour la production, transmission et distribution et vente de l'éclairage électrique, pouvoir et force et autres pouvoirs-moteurs, dans le district de Rimouski ;

Acquérir et utiliser des pouvoirs d'eau ou à vapeur dans le but de comprimer l'air ou produire l'électricité pour éclairage, chauffage ou pour les fins de moteur et pour les fins de manufacture en général, et les vendre ou les louer ;

Vendre ou louer des pouvoirs, développés ou acquis ;

Construire, maintenir, louer des jetées, quais, bassins, estacades, entrepôts et magasins, et en disposer et de charger des péages ou loyers, pour l'usage d'iceux ;

Construire, acquérir et mettre en opération des systèmes de téléphone pour les fins de leurs affaires ;

Tenir et posséder des garanties sur les limites et autres garanties pour dettes dues à la compagnie ;

Avec pouvoir d'emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes, et les garantir par hypothèques ou par garantie de l'immeuble appartenant à la compagnie ;

Et en général avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires sous le nom de "Chouinard Collin Lumber Company, Limited", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de Saint-Jérôme de Matane.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2395-2

Sous-secrétaire de la province.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., ch. 14, le Bureau des Examinateurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec se réunira à

RIMOUSKI, P. Q., le 2 JUILLET 1912.

CHICOUTIMI, P. Q., le 16 JUILLET 1912.

BROMPTONVILLE, P. Q., le 30 JUILLET 1912.

Louis Collin, farmers, of Matane, for the following purposes :

To acquire, hold and operate sawmills, shingle and barking mills and carry on the lumber business generally ;

To acquire, hold and operate pulp and paper mills, and mills for the manufacture of lumber, pulp and the products of paper ;

To manufacture, purchase, sell and deal in timber, lumber, shingles, articles of wood of all kind and description, pulpwood, pulp paper and the products of pulp and of paper ;

To acquire, hold and operate forestry cuts, manufacture pulpwood and develop mining lands ;

To hold, construct, purchase and sell mills, stores, warehouse, houses, stations, shops and other buildings, generating shops for the production, conversion and distribution of steam, electricity, hydraulic power, within the district of Rimouski ;

To carry on the business of merchants generally in any or all their mill establishments and elsewhere in the province of Quebec ;

To acquire by purchase, rental or other title, and to pledged, hypothecate any lands, buildings or property ;

To acquire, hold and operate barges, lighters, steam-tugs and vessels moved by steam, electricity, gasoline or other motive power ;

To acquire lands and erect, employ and manage the works, machinery and apparatus for the production, transmission, distribution and sale of electric light, power and force and other motive powers in the district of Rimouski ;

To acquire and utilize water or steam power for the purpose of comprising air or producing electricity for lighting, heating or for the purposes of motive power and manufacturing generally, and sell or lease same ;

To sell or lease developed or acquired power ;

To erect, maintain, lease piers, wharves, docks, booms, warehouses and stores and dispose thereof and charge toll or rent for the use of same ;

To erect, acquire and operate telephone systems for the purposes of their business ;

To keep and hold securities on the limits and other securities for debts due to the company ;

To have power to borrow money and issue debentures, promissory notes or other proofs of debt, and guarantee same by hypothec or by security of the immovable property belonging to the company ;

And generally to have and make use of all the other rights and powers which may be necessary for the purposes of their business, under the name of "Chouinard-Collin Lumber Company, Limited", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the village of Saint-Jérôme de Matane.

Dated from the office of the secretary of the province, this first day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2396

Deputy Provincial Secretary.

NOTICE

Is hereby given that in compliance with the act 54 Vict., ch. 14, the Board of Examiners of Callers of the province of Quebec will meet at

RIMOUSKI, P. Q., on the 2nd JULY, 1912.

CHICOUTIMI, P. Q., on the 16th July, 1912.

BROMPTONVILLE, P. Q., on the 30th JULY, 1912.

HULL, P. Q., le 20 AOÛT 1912,
pour procéder à l'examen des candidats qui dési-
rent se qualifier comme mesureur et classificateur
de bois.

Un honoraire de \$4.00 est payable d'avance.
• ELZ. MIVILLE DECHENE,
Sous-ministre Terres et Forêts.
Québec, 12 juin 1912. 2393-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont pro-
prement du ressort de la Législature de la province
de Québec, suivant les dispositions de l'acte de
l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53,
pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer,
d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphi-
que; soit pour la construction ou l'amélioration
d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou
autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un
de traverse, la construction d'usines ou tra-
aux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation
de professions, métiers ou de compagnies à fonds
social; incorporation d'une cité, ville, village, ou
autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale,
la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que
celle de la représentation en parlement ou d'aucun
canton, le changement de site d'aucun chef-lieu,
ou d'aucun bureau local, les règlements concernant
toute commune, le re-arpentage de tout canton,
signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce
soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers
pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui
pourrait compromettre les droits ou la propriété
d'autres individus, ou se rapportant à une classe
particulière de la société; ou pour faire aucun
amendement d'une nature semblable à un acte
intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant
clairement et distinctement la nature et l'objet de
la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français
et en anglais, et dans un journal publié en anglais
dans un autre publié en français, dans le district
auquel s'applique la mesure demandée, ou dans
l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal
ou s'il n'y existe pas de journal, la publication
dans les deux langues) se fera dans la *Gazette*
officielle et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pen-
dant une période d'au moins un mois durant l'inter-
valle de temps écoulé entre la clôture de la session
récente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune péti-
tion mandant la permission de présenter un bill
privé pour la construction d'un pont de péage,
les personnes se proposant de faire cette pétition,
devront, en donnant avis prescrit par la règle pré-
cédente, et de la même manière donner aussi avis
des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'éten-
due du privilège de la hauteur des arches,
de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage
des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles
ont l'intention de construire un pont-tournant ou
non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des
bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou
pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage
d'un particulier, d'une corporation ou d'individus,
ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,
de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne
doivent pas retomber sur le public; conséquemment
parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées
payer au bureau des bills privés la somme de deux
cents piastres, immédiatement après leur première
lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les
langues anglaise et française, par ceux qui les
demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'im-
pression des bills de la chambre, et 250 exemplaires
en français et 100 en anglais de ces bills doivent
être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a

HULL, P. Q., on the 20th AUGUST, 1912,
in order to proceed to the examination of persons
desiring to qualify as log cutters and measurers.

A fee of \$4.00 is payable in advance.
ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister Lands and Forests.
Quebec, 12th June, 1912. 2394

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly
within the range of the powers of the Legislature
the Province of Quebec, according to the provisions
of the act of British North America, 1867, clause
whether for the construction of a bridge, a railway,
a turnpike road or telegraph line, the construction
or improvement of a harbor, canal, lock, dam or
alide, or other like works the granting of a right
of ferry, the construction of works for supplying
as or water, the incorporation of any particular
profession or trade, or of any joint stock companies,
the incorporation of a city town, village or other
municipality, the levying of any local assessment,
the division of any county, for purposes other
than that of representation in parliament, or of
any township, the removal of the site of any
county, town, or of local offices; the regulation or
any common the resurvey of any township, line
or concession, or otherwise for granting to the
individual or individuals any exclusive or pecuniary
rights or privileges whatever, or for doing any
matter or thing which in its operation would affect
the rights or property of other parties, or relate to
any particular class of the community or for
making any amendment of a like nature to any
former act,—shall require a notice, clearly and
distinctly specifying the nature and object of the
application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the
english and french languages, and in one news-
paper in the english, and one newspaper in the
french language in the district affected, or in both
languages, if there but one paper; or if there be
no paper published therein, then (in both langua-
ges) in the *Official Gazette* and in a paper published
in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a
period of at least one month, during the interval of
time between the close of the next preceding
session and the consideration of the petition.

54. —Before any petition praying for the
bring in a private bill for the erection of a toll
bridge is presented to the house, the person or
persons intending to petition for such bill shall
up giving the notice prescribed by the preceding
rule, also at the same time, and in the same manner,
give notice of the rates which they intend to ask,
the extent of the privilege, the height of the arches,
the interval between the abutments or piers for the
passage of rafts and vessels and mentioning also
whether they intend to erect a drawbridge or not,
and the dimensions for the same.

60. —The expenses and costs attending private
bills giving an exclusive privilege or for any other
object of profit, or private, corporate, or individual
advantage, or for amending extending or enlarging
any former acts, in such manner as to confer
additional powers, ought not to fall on the public,
accordingly, the parties seeking to obtain any such
bill shall be required to pay into the private bill
office the sum of two hundred dollars, immediately
after the first reading thereof. All such bills
shall be prepared in the english and french lan-
guages, by the parties applying for the same, and
printed by the contractor for printing the bills of
the house, and two hundred and fifty copies thereof
in french, and one hundred in english, shall be
filed at the private bill office, and if any amend-

des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the réglements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

2161

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de l'ademant

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

2

ments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in english, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the réglements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

2162

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provision as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill

projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

2163

Greffier de l'Assemblée Législative.

has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

2164

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

ETAT DE COMPTE.

Hull, 11 juin 1912.

Etat détaillé des dépenses légales faites par M. F. A. Gendron, M. P. P., à l'élection générale (provinciale) du 15 mai 1912 :

Mai 6 à mai 15 :

Salle à Perkins Mills.....	\$ 2 00
Salle à Eardley.....	2 00
Salle à East-Templeton.....	5 00
Salle à Gracefield.....	15 00
Salles à Maniwaki.....	20 00
Voyage à Gracefield et pension.....	3 00
Voiture à Wakefield et à Saint-Pierre....	10 00
Voiture de Maniwaki à Bois-Franc.....	5 00
Voiture de Maniwaki à Bouchette.....	6 00
Voiture de Maniwaki à Mont-Cerf.....	12 00
Voyage à Maniwaki et pension.....	10 00
Salles dans la ville de Hull.....	275 00
Papeterie.....	20 50

\$385 50

J. ALB. PARENT,

Agent légal.

2439

Miscellaneous Notices

STATEMENT OF ACCOUNT.

Hull, 11th June, 1912.

Detailed account of the legal expenses incurred by Mr. F. A. Gendron, M. P. P., at general election (provincial) of the 15th May, 1912 :

May 6th to May 15th :

Hall at Perkins Mills.....	\$ 2 00
Hall at Eardley.....	2 00
Hall at East-Templeton.....	5 00
Hall at Gracefield.....	15 00
Hall at Maniwaki.....	20 00
Trip to Gracefield and board.....	3 00
Vehicle to Wakefield and to Saint Pierre.	10 00
Vehicle from Maniwaki to Bois-Franc....	5 00
Vehicle from Maniwaki to Bouchette....	6 00
Vehicle from Maniwaki to Mont-Cerf....	12 00
Trip to Maniwaki and board.....	10 00
Halls in the town of Hull.....	275 00
Stationery.....	20 50

\$ 385 50

J. ALB. PARENT,

Legal agent

2440

BARREAU DE MONTREAL. — BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit. — Candidates for admission to study of the law.

Examens du 2 juillet 1912. — Examination 2nd July, 1912.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Williamson.....	George.....	28 ans—years.....	Montréal.

GUILLAUME SAINT PIERRE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 4 juin.—4th June, 1912.

BARRAU DE MONTREAL. — BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit. — Candidates for the admission of the practice of the law

Examens du 2 juillet de 1912. — Examinations of the 2nd July, 1912.

No.	Noms. — Names.	Prénom. — Surname.	Age.	Résidence.] Residence.
1	Archibald.....	K.....	24	Montréal.
2	Baril.....	D.....	27	do
3	Bissonnette.....	J. J.....	21	Saint-Esprit.
4	Boulanger.....	J. O. L.....	23	Montréal.
5	Cahan.....	C. H., jr.....	24	Montréal (Nova Scotia Bar)
6	Chassé.....	Aimé.....	25	Montréal.
7	Cohen.....	Joseph.....	21	do
8	Côté.....	E. A.....	23	do
9	Décary.....	P. A.....	23	do
10	Engel.....	J. A.....	24	do
11	Filion.....	Ephrem.....	23	do
12	Fisher.....	R. E.....	24	do
13	Fortier.....	Jacob.....	23	Saint-David d'Yamaska.
14	Hale.....	C. A.....	26	Montréal.
15	Hay.....	Albert.....	24	do
16	Jacoba.....	L. W.....	24	do
17	Lafontaine.....	E.....	21	do
18	Lajoie.....	Henri, Gérin.....	20	do
19	Lavery.....	S.....	24	do
20	Le Mesurier.....	C. S.....	24	do
21	Marier.....	J. E.....	23	do
22	Marin.....	Gustave.....	25	do
23	Marion.....	N. J.....	37	do
24	Mercier.....	Paul.....	24	do
25	Morier.....	J. E.....	26	do
26	Nantel.....	J. Bruno.....	25	Saint-Jérôme.
27	Nantel.....	J. M.....	21	Montréal.
28	Papineau.....	Albert.....	24	Saint-Jean.
29	Pedley.....	Hughes.....	23	Montréal.
30	Plimsoll.....	A. R. W.....	25	do
31	Scott.....	W. B.....	24	do
32	Sinclair.....	R. V. C.....	20	do
33	Trudeau.....	J. C. E.....	24	do
34	Vanier.....	Guy.....	23	do
35	Waterston.....	E. J.....	24	do
36	Williamson.....	George.....	28	Montreal, (Barrister-at-Law, Inner Temple, London, Eng.)
37	Yvon.....	A. W.....	25	Montréal.

GUILLAUME SAINT-PIERRE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 18 juin.—18th June, 1912.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section d'Arthabaska.—Section of Arthabaska.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates for the practice of law.

Examen de juillet 1912.—Examination of July, 1912.

Noms. — Names.	Prénom. — Surname.	Age.	Résidence. — Residence.
De Billy.....	Valmore.....	22 ans—years. . .	Victoriaville.
Paradis.....	Willie.....	31 ans—years. . .	"

RENAUD LAVERGNE,

2457-38

Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.—Secretary of the Bar of Arthabaska.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Québec.—Section of Quebec.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates to study of law.

Examen de juillet 1912.—Examination of July, 1912.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Caron.....	A. Roméo.....	21 ans.	Québec.	École Normale et M. de Boissieux.
Chouinard.....	Adolphe.....	21 ans.	Matane.	Séminaire de Québec.
Drouin.....	Oscar.....	22 ans.	Québec.	Collège de Lévis.
Gosselin.....	H. Fanning.....	20 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.
Guy.....	Athanase.....	22 ans.	Sainte-Anne.	Sainte-Anne.
Morin.....	Maxime.....	24 ans.	Québec.	Collège de Lévis et Séminaire de Québec.
Mu'stock.....	Abraham W.....	23 ans.	Québec.	High school & Université McGill.
Robitaille.....	Raoul Paul.....	22 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.
Sylvestre.....	Armand.....	22 ans.	Charlesbourg.	Séminaire de Québec et collège de Lévis.
Williams.....	James William.....	23 ans.	Québec.	Bishop college & Oxford.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Quebec.

Québec, 6 juin—6th June, 1912.

2373-4

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LÉVIS.

Aux contribuables de la municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas, premier rang, et de la municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas-Sud, dans le comté de Lévis.

Avis public est par les présentes donné par Michel Roberge, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Lévis, que le vingtième jour du mois de mai dernier, le conseil municipal du comté de Lévis a passé la résolution suivante, et le douzième jour du mois de juin courant, la dite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu.—Que tout le territoire des deuxième, troisième et quatrième rangs de la municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas, dans le comté de Lévis, depuis et y compris le lot numéro trois cent treize (313) jusqu'au lot numéro six cent quarante-huit, (648) inclusivement, du cadastre officiel des dits deuxième, troisième et quatrième rangs (concession Saint-Jean), de la dite paroisse Saint-Nicolas, dans le comté de Lévis; borné comme suit, savoir: vers le nord par le premier rang de la dite paroisse de Saint-Nicolas, vers le nord-est par la rive gauche de la rivière Chaudière et la paroisse de Saint-Etienne

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LEVIS

To the rate payers of the municipality of the parish of Saint Nicolas, first range of the municipality of the parish of Saint Nicolas South, in the county of Levis.

Public notice is hereby given by Michel Roberge, secretary treasurer of the municipal council of the county of Levis, that on the twentieth day of the month of May last, the municipal council of the county of Levis has passed the following resolution, and the twelfth day of the month of June instant, the said resolution has been approved by His Honor the Lieutenant Governor by order in council.

Resolved.—That the whole territory of the second, third and fourth ranges of the municipality of the parish of Saint Nicolas, in the county of Levis, from and including the lot number three hundred and thirteen (313) to the lot number six hundred and forty eight (648), inclusively, of the official cadastre of the said second, third and fourth ranges (Saint Jean concession), of the said parish of Saint Nicolas, in the county of Levis; bounded as follows, to wit: on the north by the first range of the said parish of Saint Nicolas, towards the north east by the left shore of the Chaudière river and the

de Lauzon, vers le sud-ouest par la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon et celle de Saint-Antoine de Tilly, vers le sud-est par la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, soit détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas, et érigé en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la partie sud de la paroisse de Saint-Nicolas, et sera appelée municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas-Sud, et que copie de la présente résolution avec tous les documents nécessaires soient transmis au lieutenant-gouverneur en conseil pour son approbation, le tout aux frais des pétitionnaires.

Donné à Saint-Jean Chrysostôme, ce dix-septième jour du mois de juin mil neuf cent douze.

MICHEL ROBERGE,
Secrétaire-trésorier.

2453

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4252.

Dame Ida Bloom, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Hyams, marchand, du même endroit, Demanderesse ;

vs

Harry Hyams, du même endroit, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour ci, pris une action en séparation de biens contre le défendeur.

WEINFELD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 8 juin 1912. 2365

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
No 1304

Dame Cécilia Fréchette, du canton Fabre, dans le district de Pontiac, épouse commune en biens d'Alcide Gagné, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alcide Gagné, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 mars 1912.

ANDRE CHERRIER,
Avocat de la demanderesse.

Bryson, 19 mars 1912. 1777.8

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1420.

Dame Marie Louise Corinne Poulin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Amédée Bernier, commerçant, du même lieu, et ci-devant du village de Mégantic, district de Saint-François, la dite dame Poulin dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Amédée Bernier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 30 mai 1912, contre le défendeur.

DORAIS & DORAIS,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 31 mai 1912. 2241-3

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 8887.

Sophrone alias Anna Beausoleil, de la paroisse de Saint-Joachim de Shefford, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de George Royer, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice ; vs Le dit George Royer — Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

ROMULUS CLOUTIER,
Avocat de la demanderesse.

15 mai 1912. 2047.5

parish of Saint Etienne de Lauzon, towards the south west by the parish of Saint Etienne de Lauzon and the parish of Saint Antoine de Tilly, towards the south east by the parish of Saint Etienne de Lauzon, be detached of the municipality of the parish of Saint Nicolas, and erected into a separate municipality under the name of municipality of the south part of the parish of Saint Nicolas, and called the municipality of the parish of Saint Nicolas-South, a copy of the present resolution and all necessary documents be transmitted to the Lieutenant Governor in council for his approbation, the whole to the cost of the petitioners.

Given at Saint Jean Chrysostôme, this seventeenth day of the month of June, one thousand nine hundred and twelve.

MICHEL ROBERGE,
Secretary treasurer.

2454

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 4252.

Dame Ida Bloom, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harry Hyams, of the same place, trader, Plaintiff ;

vs

Harry Hyams, of the same place, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against defendant.

WEINFELD & LEDIEU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th June, 1912. 2336

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court*
No. 1304.

Dame Cécilia Fréchette, of the township of Fabre, in the district of Pontiac, wife common as to property of Alcide Gagné, farmer, duly authorized to "ester en justice," Plaintiff ;

vs

The said Alcide Gagné, farmer, of the said place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 19th March, 1912.

ANDRE CHERRIER,
Attorney for plaintiff.

Bryson, 19th March, 1912. 1778

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1420.

Dame Marie Louise Corinne Poulin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Amédée Bernier, trader, of the same place, heretofore of the village of Mégantic, district of Saint Francis, the said dame Poulin duly authorized to "ester en justice," Plaintiff ;

vs

The said Joseph Amédée Bernier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 30th day of May, 1912, against the defendant.

DORAIS & DORAIS,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 31st May, 1912. 2242

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8887.

Sophrone alias Anna Beausoleil, of the parish of Saint Joachim of Shefford, in said district, wife common as to property of George Royer, farmer, of the same place, and duly authorized to ester en justice in the present cause ; vs The said George Royer — An action for separation as to property has been instituted this day.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for plaintiff.

15th May, 1912. 2048

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2715.

Dame Fannie Phillips, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Michael Goodman, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DELORIMIER,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 29 mai 1912. 2307-3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 52.

Dame Félixine Cloutier, du village de Disraeli, district de Saint-François, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Noël Roy, menuisier, son époux du même lieu.

WILFRID CHICOINE,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 20 mai 1912. 2245-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2910.

Dame Gertrude Scarff, épouse de George A. Stuart, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit George A. Stuart, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce vingt-huitième jour de mai 1912.

ELLIOTT & DAVID,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 mai 1912. 2239-3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 1386.

Dame Marie Clémentine Buteau, épouse de Onésime Demers, de St-Narcisse de Beaurivage dans le comté de Lotbinière, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Onésime Demers, du même lieu, commerçant, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huitième jour de mai 1912.

CIMON & PARENT,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 29 mai 1912. 2231-3

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DE LA PREMIÈRE DIVISION DU COMTÉ DE MATANE.

Aux habitants de la paroisse de Saint-Octave de Métis.

Avis public vous est par le présent donné par le sousigné, Joseph-Etienne Gagnon, secrétaire trésorier de la municipalité de la première division du comté de Matane, que le conseil de cette municipalité, à sa session générale du treize mars dernier, tenue au lieu ordinaire des sessions du conseil, à une heure de l'après-midi, au village de Saint-Jérôme de Matane, a passé la résolution suivante, savoir :

Que le territoire mentionné dans la requête de Ludger Boutin et autres, savoir :

1° Le rang sud-est de la rivière Métis, du numéro soixante et seize (76) du cadastre du lieu appartenant à Valentin Boutin, jusqu'au numéro cent trois (103) du dit cadastre, appartenant à Walstan Roussel, inclusivement ;

2° Partie du rang nord-est de la seigneurie Lepage et Thivierge, en la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, à partir du numéro un (1) du cadastre du lieu, appartenant pour partie à "The Metis Lumber Co.", et pour partie à Alfred et

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2715.

Dame Fannie Phillips, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Michael Goodman, of the same place, trader, duly authorized "a ester en justice" has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DELORIMIER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 29th May, 1912. 2308

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 52.

Dame Félixine Cloutier, of the village of Disraeli, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted in action for separation as to property against Noël Roy, joiner, her husband, of the same place.

WILFRID CHICOINE,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 20th May, 1912. 2246

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2910.

Dame Gertrude Scarff, wife of George A. Stuart, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said George A. Stuart, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this twenty eighth day of May, 1912.

ELLIOTT & DAVID,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th May, 1912. 2240

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 1386.

Dame Marie Clémentine Buteau, wife of Onésime Demers, of Saint-Narcisse de Beaurivage in the county of Lotbinière, duly authorized *a ester en justice*, Plaintiff ;

vs

The said Onésime Demers, of the same place, trader, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty eighth day of May, 1912.

CIMON & PARENT,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 29th May, 1912. 2232

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE FIRST DIVISION OF THE COUNTY OF MATANE.

To the inhabitants of the parish of Saint-Octave de Métis.

Public notice is hereby given to you by the undersigned, Joseph Etienne Gagnon, secretary treasurer of the municipality of the first division of the county of Matane, that the council of the said municipality, at its general session of the thirteenth of March last, held at the usual place of meeting of the sessions of the council, at one o'clock in the afternoon, in the village of Saint-Jerome de Matane, passed the following resolution, to wit :

That the territory mentioned in the petition of Ludger Boutin and others, to wit :

1. The south east range of the Métis river, from number seventy six (76), of the cadastre of the place belonging to Valentin Boutin, to number one hundred and three (103), of the said cadastre, belonging to Walstan Roussel, inclusively ;

2. Part of the north east range of the seigniorie Lepage and Thivierge, in the said parish of Saint-Octave de Métis, from number one (1), of the cadastre of the place belonging partly to The Metis Lumber Co., and partly to Alfred and Paul

Paul Michaud, inclusivement, jusqu'à et y compris le numéro quarante-sept (47) du dit cadastre, soient détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-Octave de Métis, et annexés à la municipalité de Saint-Octave de Métis-sud pour fins municipales.

Que cette résolution a été adoptée sur division par le conseil, qu'elle a été soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil, et approuvée le trente et un mai dernier, 1912.

Donné à Saint-Jérôme de Matane, ce six juin mil neuf cent douze.

J. E. GAGNON,

2335 2 S. T. 1ère div., comté de Matane.

Province de Québec.

**MUNICIPALITE DE LA SECONDE DIVISION
DU COMTE MATANE.**

Aux habitants de la susdite municipalité.

Avis public est par le présent donné par le sous-igné, Narcisse Banville, secrétaire-trésorier de la municipalité de la seconde division du comté Matane, que le conseil municipal, à sa session générale du treizième jour de décembre 1911, tenue dans le village de Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, lieu où le conseil tient ses sessions, a passé et adopté la résolution suivante, savoir :

Que la requête de Paul Carrier, père et autres, soit approuvée et que les conclusions en soient adoptées. Et que les lots numéros deux cent trente-sept (237), deux cent trente-six (236), deux cent trente-cinq (235), deux cent trente-quatre (234), deux cent trente-trois (233), aussi les lots numéros deux cent quatre-vingt-cinq (285), deux cent quatre-vingt-six (286), deux cent quatre-vingt-sept (287), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre du Lac, faisant partie d'anciens rangs un, deux et trois de la seigneurie de Métapédia, soient détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre du Lac et annexés à la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, pour les fins municipales. Que la dite résolution a été soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, approuvée par décret de l'exécutif en date du 31 mai 1912.

NARCISSE BANVILLE,

Sec.-Trés. C. M. comté Matane, No 2.

Vraie copie,

N. B. S. T. C. M. C. M. No 2.

2363-2

Province de Québec, }
District de Beauharnois, }

AVIS.

A l'expiration de deux (2) mois après publication de cet avis, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour et au nom de Thomas Carson, John McGregor, Robert McKell, Robert Kerr, Robert Roy, William Orr and John Ritchie, tous cultivateurs, de la paroisse du Très Saint-Sacrement de Howick, district de Beauharnois, province de Québec, pour confirmer certains actes de vente ou donations exécutés devant Maître J. E. Derôme, N. P., le 30 mai 1911, en fidéicommis comme syndic de l'Association du Cimetière de Riverfield, dans la paroisse du Très-Saint-Sacrement, de certains lopins de terre décrits dans les dits actes pour être gardés et employés comme cimetière à perpétuité.

MERCIER & BEIQUE,

Procur. des requérants.

Saint-Sacrement de Howick, 1er mai 1912.

1831.8

Michaud, inclusively, to and including the number forty seven (47), of the said cadastre, be detached from the municipality of the parish of Saint-Octave de Métis, and annexed to the municipality of Saint-Octave de Métis south, for municipal purposes.

That the said resolution was adopted on division by the council, and submitted for the approval of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, in council, approved on the thirty first of May, 1912.

Given at Saint-Jérôme de Matane, this sixth of June, 1912.

J. E. GAGNON,

2336 S. T., 1st div., county of Matane.

Province of Quebec.

**MUNICIPALITY OF THE SECOND DIVISION
OF THE COUNTY OF MATANE.**

To the inhabitants of the aforesaid municipality.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Banville, secretary-treasurer of the municipality of the second division of the county of Matane, that the municipal council, at its general session of the thirteenth day of December, 1911, held in the village of Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, ordinary place of meeting of the council, passed and adopted the following resolution, to wit :

That the petition of Paul Carrier, senior, and others, be approved and the conclusions thereof be adopted, and that the lots numbers two hundred and thirty seven (237), two hundred and thirty six (236), two hundred and thirty five (235), two hundred and thirty four (234), two hundred and thirty three (233), also the lots numbers two hundred and eighty five (285), two hundred and eighty six (286), two hundred and eighty seven (287), of the official cadastre of the parish of Saint Pierre du Lac, forming parts of the ranges one, two and three of the seignory of Métapédia, be detached from the municipality of the parish of Saint Pierre du Lac and annexed to the municipality of the parish of Sainte Marie de Sayabec, for municipal purposes. That the said resolution was submitted for the approval of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, and approved by a decree of the Executive, dated the 31st of May, 1912.

NARCISSE BANVILLE,

Sec.-Treas. M. C. C. Matane, No. 2.

True copy,

N. B. S. T. M. C. C. M. No. 2.

2364

Province of Quebec, }
District of Beauharnois, }

NOTICE.

On the expiration of two (2) months after the publication of this notice, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council for and in the name of Thomas Carson, John McGregor, Robert McKell, Robert Kerr, Robert Roy, William Orr and John Ritchie, all farmers, of the parish of Très Saint Sacrement de Howick, district of Beauharnois, province of Quebec, to confirm certain deeds of sale or gifts executed before Maître J. E. Derôme, N. P., on the 30th May, 1911, in trust as trustees of the Cemetery Association of Riverfield, in the parish of Très Saint Sacrement, of certain parcels of land described in the said deeds, to be held and employed as a Cemetery in perpetuity.

MERCIER & BEIQUE,

Attorneys for petitioners.

Saint-Sacrement de Howick, 1st May, 1912.

1832

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. }
AVIS.

A l'expiration de deux (2) mois après la publication de cet avis, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil par et au nom de William Ogilvie, cultivateur, Mathew Knox, cultivateur, Robert Ness, cultivateur, James T. Elliott, cultivateur, David H. Hay, secrétaire-trésorier de la municipalité du Très Saint Sacrement, William Anderson, cultivateur, tous de la paroisse du Très Saint Sacrement, dans le district de Beauharnois, province de Québec, pour confirmer certains actes de vente ou donations exécutés devant Maître Louis Sareault, N. P., et autres, le 25^e jour de février 1830, en fidéi-commis comme syndics de l'Association du Cimetière de Georgetown, dans la paroisse du Très Saint Sacrement, district de Beauharnois, province de Québec, de certains lopins de terre décrits dans les dites actes pour être gardés et employés comme cimetière à perpétuité.

MERCIER & BEIQUE,
 Procureurs des requérants.
 Saint-Sacrement de Howick, 1^{er} mai 1912. 1829.8

Province de Québec.

**MUNICIPALITÉ DE LA SECONDE DIVISION
 DU COMTE MATANE.**

Aux habitants de la susdite municipalité.

Avis public est par le présent donné par le sousigné, Narcisse Banville, secrétaire-trésorier de la municipalité de la seconde division du comté Matane, que le conseil municipal, à sa session générale du treizième jour de décembre 1911, tenue dans le village de Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, lieu où le conseil tient ses sessions, a passé et adopté la résolution suivante, savoir :

Que la requête de Hubert Paradis et autres, soit approuvée et que les conclusions en soient adoptées, que les lots numéros dix-neuf (19), vingt (20), vingt et un (21), vingt-deux (22) et vingt-trois (23), du rang B canton Humqui, du cadastre officiel de Humqui soient détachés de la municipalité de Saint-Jacques le Majeur de Causapscal et annexés au village du Lac au Saumon, pour les fins municipales, adopte que la dite résolution a été soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et approuvée par décret de l'exécutif, en date du 31 mai 1912.

Donné à Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, ce septième jour de juin 1912.

NARCISSE BANVILLE,
 S. T. C. M. C. Matane, No 2.

Vraie copie,
 N. B. S. T. C. M. C. M., No 2. 2361-2

Avis de Faillites

District de Québec.

Dans l'affaire de Joseph Geo. Denis, marchand général, Pont Rouge, Insolvable.
 En vertu d'un ordre de la cour en date du 17 juin 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous, dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
 Curateurs conjoints.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
 Québec, 17 juin 1912. 2455

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. }
NOTICE.

On the expiration of two (2) months after the publication of this notice, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in council, by and in the name of William Ogilvie, farmer, Mathew Knox, farmer, Robert Ness, farmer, James T. Elliott, farmer, David H. Hay, secretary treasurer of the municipality of Très Saint Sacrement, William Anderson, farmer, all of the parish of Très Saint Sacrement, in the district of Beauharnois, province of Quebec, to confirm certain deeds of sale or gifts executed before Maître Louis Sareault, N. P. and others, on the 25th day of February, 1830, in trust as trustees of the Cemetery Association of Georgetown, in the parish of Très Saint Sacrement, district of Beauharnois, province of Quebec, of certain parcels of land described in the said deeds to be held and employed as a cemetery in perpetuity.

MERCIER & BEIQUE,
 Attorneys for petitioners.
 Saint Sacrement de Howick, 1st May, 1912. 1830

Province of Quebec.

**MUNICIPALITY OF THE SECOND DIVISION
 OF THE COUNTY OF MATANE.**

To the inhabitants of the aforesaid municipality.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Banville, secretary-treasurer of the municipality of the second division of the county of Matane, that the municipal council, at its general session of the thirteenth day of December, 1911, held in the village of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, ordinary place of meeting of the council, passed and adopted the following resolution, to wit :

That the petition of Hubert Paradis, and others, be approved and conclusions thereof be adopted and that the lots numbers nineteen (19), twenty (20), twenty one (21), twenty two (22) and twenty three (23) of range B, township Humqui, of the official cadastre of Humqui, be detached from the municipality of Saint Jacques le Majeur de Causapscal, and annexed to the village of Lac-au-Saumon, for the municipal purposes, adopted that the said resolution has been submitted for the approval of the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, and approved by decree of the Executive, dated the 31st of May, 1912.

Given at Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, this seventh day of June, 1912.

NARCISSE BANVILLE,
 S. T. M. C. C. Matane, No. 2.

True copy.
 N. B. S. T. M. C. C. M. No. 2. 2362

Bankrupt Notices

District of Quebec.

In the matter of Joseph Geo. Denis, general merchant, Pont Rouge, Insolvent.
 In accordance with an order of the court, dated the 17th June, 1912, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us, within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
 Joint curators.

Office : 101, Saint Peter street.
 Quebec, 17th June, 1912. 2456

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Edmond Baron, marchand, de Montréal,
 Insolvable ;

et
 Dame Berthe Baron, veuve Edmond Molo, de
 Montréal, Requérente.
 Avis est par les présentes donné que le dit insol-
 vable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de
 ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
 bureau du protonotaire de la cour supérieure pour
 le district de Montréal, à Montréal, dit district.

CHARTRAND & TURGEON.
 Sub. gardiens provisoires.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier, Montréal.
 Montréal, 10 juin 1912. 2457

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Maxwell Robinovitch, Montréal,
 Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 19^{ième}
 jour de juin 1912, par ordonnance de la cour, j'ai
 été nommé curateur aux biens de la dite faillite.
 Les réclamations assermentées doivent être pro-
 duites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
 Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power"
 Montréal, 19 juin 1912. 2501

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Wilfrid Therrien, Montréal,
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividende a été préparé en
 cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 8
 juillet 1912, après laquelle date les dividendes seront
 payables à mon bureau, 83, rue Craig Ouest, Mon-
 réal.

VINCENT LAMARRE,
 Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
 Montréal, 19 juin 1912. 2499

District de Montréal.

Dans l'affaire de Grenier Frères, Montréal,
 Insolvables.

Un premier et dernier bordereau de dividende a
 été préparé en cette affaire et sera sujet à objection
 jusqu'au 6 juillet 1912, date après laquelle le divi-
 dende sera payable à notre bureau.

PREVOST & BEDARD,
 Curateurs conjoints.

Edifice Liv. & Lon. & Globe,
 112, Saint-Jacques.
 Montréal, 19 juin 1912. 2495

District de Beauce.

Dans l'affaire de François Dion, Lambton,
 Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
 jusqu'au 8 juillet 1912, date après laquelle ce divi-
 dende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 19 juin 1912. 2491

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de A. D. Cloutier, Trois-Rivières,
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier bor-
 dereau de dividende a été préparé dans cette affaire,
 et sera ouvert à objection jusqu'au 8 juillet 1912,

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Edmond Baron, merchant, of Montreal,
 Insolvent ;

and
 Dame Berthe Baron, widow of Edmond Molo, of
 Montreal, Petitioner.
 Notice is hereby given that the said insolvent
 has, this day, made a judicial assignment of all
 his property for the benefit of his creditors, at
 the office of the prothonotary of the superior court
 for the district of Montreal, at Montreal, said dis-
 trict.

CHARTRAND & TURGEON,
 Sub-provisional guardians.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier, Montreal.
 Montreal, 15th June, 1912. 2458

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Maxwell Robinovitch, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 19th day of
 June, 1912, by order of this court, I have been
 appointed curator to this estate.
 Sworn claims must be filed at my office within
 one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
 Curator.

Office : 408, "Power" Bldg.
 Montreal, 19th June, 1912. 2502

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Wilfrid Therrien, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final di-
 vidend sheet has been prepared in this matter and
 will be open to objection until 8th July, 1912,
 after which date this dividend will be payable at
 my office, 83, Craig West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
 Curator.

Office : 408, "Power" Bldg.
 Montreal, 19th June, 1912. 2500

District of Montreal.

In the matter of Grenier Frères, Montreal,
 Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared
 in the above matter and will be open to objection
 until the 6th of July, 1912, after which date the
 dividend will be payable at our office.

PREVOST & BEDARD,
 Joint curators.

Liv. & Lon. & Globe Bldg.,
 112, Saint James street.
 Montreal, 19th June, 1912. 2496

District of Beauce.

In the matter of François Dion, Lambton,
 Insolvent.

A first and final dividend sheet has been pre-
 pared in this matter, and will be open to objection
 until 8th July, 1912, and after which date thi
 dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 19th June, 1912. 2492

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 In the matter of A. D. Cloutier, Three Rivers,
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet
 has been prepared in this matter, which will be
 open to objection until 8th July, 1912, after which

après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,

Curateur.

Bureaux : 408, édifice Power.
Montréal, 19 juin 1912.

2497

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 92.

Dans l'affaire de Dame Flavie Carrière, "H. Garayt", 1406-1408, Bâtisse Saint Laurent, Montréal, Faillie.
Avis est par le présent donné que, le dix-huitième jour de juin 1912, par ordre de la cour, les sous-signés ont été nommés curateurs conjoints des biens de la susdite faillie qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées entre nos mains, sous trente jours de cette date.

DUHAMEL & MARTIN,

Curateurs conjoints

3, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 19 juin 1912.

2503

District de Montréal.

Dans l'affaire de Edouard A. Ranson, pharmacien, Lachine, Failli.
Avis est par les présentes donné que le ci-dessus nommé, le 20e jour de juin 1912, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure, dit district, conformément à la loi.

A. LAMARCHE,

Gardien provisoire.

Bureau : Prévost & Bédard,
112, rue Saint-Jacques,
Montréal, 20 juin 1912.

2529

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 167.

Richard W. Blair, et Créancier ;

James McDowell, Débitteur.
Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure, palais de justice de Valleyfield.

W. PATTERSON,

Procureur du gardien provisoire.

Valleyfield 11 juin 1912.

2531

AVIS

Avis public est par le présent donné à toutes personnes possédant ou prétendant posséder des terres octroyées dans les cantons Cox, Hope et Port Daniel, dans le district de Gaspé, sous le grand sceau de la province, avant l'année 1820, que le soussigné Antonio Couillard, magistrat de district pour le district de Gaspé, conformément à la loi 9 Ed. VII, c. 67, a été nommé par arrêté ministériel en date du cinquième jour de juin 1912, pour s'enquérir de la nature des dites réclamations et vérifier si la possession des réclamants a été continue, sans interruption et publique.

Toutes les personnes étant sous les dites dispositions et désirant obtenir des lettres-patentes en vertu du statut 9, Ed. VII, c. 67, doivent produire leurs réclamations entre les mains du soussigné, à New-Carlisle, sous trois mois de la troisième publication du présent avis.

ANTONIO COUILLARD,

Magistrat de district, Gaspé,

New-Carlisle, 6 juin 1912.

2323-3

date dividends will be payable at my office, 83, Craig West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office : 408, Power Bldg.
Montreal, 19th June, 1912.

2498

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 92.

In the matter of Dame Flavie Carrière, "H. Garayt", 1406-1408 Saint Lawrence Bld., Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the eighteenth day of June, 1912, the under-signed have, by an order of the court, been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent, who has made an abandonment of her property for the benefit of her creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days from this day.

DUHAMEL & MARTIN,

Joint curators.

3, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 19th June, 1912.

2504

District of Montreal.

In the matter of Edouard A. Ranson, druggist, Lachine, Insolvent.
Notice is hereby given that the above named has, on the 20th June, 1912, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors in the prothonotary's office, according to law.

A. LAMARCHE,

Provisional guardian.

Office : Prevost & Bedard,
112, Saint James street.
Montreal, 20th June, 1912.

2530

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 167.

Richard W. Blair, and Creditor.

James McDowell, Debitor.
Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, the court house, Valleyfield.

W. PATTERSON,

Attorney for the provisional guardian.

Valleyfield, 11th June 1912.

2532

Notices

Public notice is hereby given to all persons holding or claiming to hold, lands granted in the townships of Cox, Hope and Port Daniel, in the district of Gaspé, under the great Seal of the province, before the year 1820, that the undersigned Antonio Couillard, district magistrate for the district of Gaspé, in conformity with the act 9 Ed. VII, c. 67, has been appointed by an order in council bearing date of the fifth day of June, 1912, to enquire into the nature of the said claims and to ascertain whether the possession of the claimants has been continuous, peaceable, uninterrupted and public.

All persons coming within the above provisions who desire to obtain letters patent under the statute 9 Ed. VII, ch. 67, must file their claims with the undersigned, at New Carlisle, within the three months following the third publication of the present notice.

ANTONIO COUILLARD,

District magistrate.

New Carlisle, 6th June, 1912.

2324

Vente de Faillite

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 210.

Emile Daoust, et Failli ;

William T. Hood, Curateur.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu en cette cause, le septième jour de juin 1912, le curateur a été autorisé à vendre l'immeuble du failli désigné comme suit, savoir :

L'immeuble connu et désigné sous le No 34, de la subdivision du lot officiel No 8, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, dans la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées, portant les Nos civiques 102 et 104, de la rue Pontiac.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1912, à DIX heures de l'avant-midi, aux salles d'encan de Fraser Bros., au No 453, de la rue Saint-Jacques, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges en la possession du curateur, au bureau de ce dernier, dans l'Edifice Merchants' Bank, sur la rue Saint-Jacques, à Montréal.

Le dit immeuble ne sera adjugé que si la plus haute enchère offerte est d'au moins quatre mille piastres (\$4,000.00).

WILLIAM T. HOOD,
Curateur.
2413.2

Montréal, 12 juin 1912.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : }
No 265. } **I** N RE JOSEPH DAIGLE, failli, et J. A. BOUCHER, curateur.

1° Un emplacement connu sous le numéro quatre-vingt-douze, du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la ville de Thetford Mines, situé sur la rue Cyr—avec les bâtisses dessus érigées, avec réserve en faveur de qui de droit, affectant le dit emplacement au montant de six piastres, payables aux Révérendes Soeurs de la Charité.

2° Un emplacement connu sous le numéro cent soixante-quatorze (174), de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-deux (82), du cadastre officiel du village de Kingsville susdit, maintenant la ville de Thetford Mines, situé sur la rue Roberge, avec réserve des droits de mines en faveur de qui de droit.

3° Un emplacement de la contenance de cinquante pieds de large sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, formant partie du lot numéro onze A (onze A), du cadastre officiel du canton de Thetford, dans le sixième rang et tel que contenu dans les bornes suivantes, savoir : borné en avant au nord-est par une rue, en arrière au sud-ouest par G. Vaillancour, d'un côté au nord-ouest par J. Daigle et de l'autre côté au sud-est par Joseph Bouffard—avec les bâtisses y érigées, sous réserve des droits de mines en faveur de qui de droit et à la charge d'une rente foncière et annuelle au montant de dix piastres, affectant le dit emplacement et payable à G. Vaillancour.

Insolvent Sale

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 210.

Emile Daoust, and Insolvent ;

William T. Hood, Curator.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Montreal, district of Montreal, rendered in this matter, on the 7th day of June, 1912, the curator has been authorized to sell the immoveable property of the insolvent described as follows, to wit :

The immoveable property known and designated as being the No. 34, of the subdivision of the official lot No. 8, of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing the civic Nos. 102 and 104, of Pontiac street.

The immoveable property above described will be sold and adjudicated to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of JULY 1912, at TEN of the clock in the forenoon, in the auctions' room of Fraser Bros., at No. 453, of Saint James street, at Montreal ; subject to the charges clauses and conditions contained in the list of charges in the possession of the curator, at his office, in the Merchants' Bank Building, on Saint James street, at Montreal.

The said immoveable property will be designated only if the highest bid is of \$4,000.00 or over.

WILLIAM T. HOOD,
Curator.
2414

Montreal, 12th June, 1912.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATORS WARRANT

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : }
No. 265. } **I** N RE JOSEPH DAIGLE, insolvent, and J. A. BOUCHER, curator.

1. An emplacement known under number ninety two (92), of the official cadastre for the village of Kingsville, now the town of Thetford Mines, being on Cyr street—with the buildings thereon erected, reserving as of right affecting said emplacement to the amount of six dollars, payable to Reverend Sisters of Charity.

2. An emplacement known under number one hundred and seventy four (174), of the subdivision of lot number eighty two (82), of official cadastre for the village of Kingsville, now Thetford Mines, on Roberge street, with reserve of mining right as of right.

3. An emplacement measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, more or less, forming part of lot number eleven A (11A), of official cadastre for the township of Thetford, in the sixth range and as contained in the following boundaries, to wit : bounded in front north easterly by a street, in the rear south westerly by G. Vaillancour, on one side north westerly by J. Daigle, and on the other side south easterly by Joseph Bouffard—with the buildings thereon erected, with reserve of mining rights in favor as of right and subject to an annual landed right of ten dollars affecting said emplacement and payable to G. Vaillancour.

4° Un autre emplacement de la contenance de cinquante pieds de large sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, formant partie du lot numéro onze A (No 11 A), du cadastre officiel du dit canton de Thetford, dans le sixième rang et tel que contenu dans les bornes suivantes, savoir : borné en avant au nord-est par une rue, en arrière au sud-ouest par Alphonse Giguère, d'un côté au nord-ouest par Joseph Daigle, et de l'autre côté au sud-est par Joseph Paré—avec les bâtisses dessus construites avec réserve des mines et des droits de mines en faveur de qui de droit, et à la charge d'une rente foncière et annuelle au montant de dix piastres, payable à G. Vaillancour.

5° Les bâtisses érigées sur le lot numéro quatorze (14), de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante-un A (461A), du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant Thetford Mines, sur la rue Johnson.

6° Un morceau de terre étant les 60 pieds de largeur sud-est du lot numéro vingt, de la subdivision du lot numéro quatre-vingt un (81), du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant Thetford Mines, sur toute la profondeur du lot—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, les immeubles en premier, deuxième et sixième lieu désignés, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, 1912, à l'heure de MIDI.

Pour être vendu, l'immeuble en cinquième lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Maurice de Thetford, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

Pour être vendus, les immeubles en troisième et quatrième lieu désignés, à la porte de l'église paroissiale du Sacré Cœur de Marie, le MEME JOUR, à QUATRE heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 22 mai 1912. 2141-2
[Première publication, 1er juin 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure. — District d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir : } NTOINE GARANT,
No 345. } Demandeur ; contre
J. ALBERT ALLUISI, Défendeur.

Un emplacement situé à Victoriaville, côté est de la rue Saint-Henri, faisant partie du lot numéro douze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de la partie de ce canton, formant la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant une partie du lot numéro quatre cent cinquante-quatre (p. 454), contenant quatre-vingt dix pieds de front sur environ cent soixante-douze pieds de profondeur ; tenant en front à la dite rue Saint-Henri et aboutissant en profondeur à Edmond Lambert et Joseph Godin, joignant du côté nord à Dame Godfroi Laliberté et de l'autre côté à J. E. Auger—avec une maison et autres dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire, le QUATRIÈME jour de JUILLET prochain, 1912, à DIX heures de l'avant midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 28 mai 1912. 2175-2
[Première publication, 1er juin 1912.]

4. Another emplacement measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, more or less, forming part of lot number eleven A (11A), of official cadastre for the township of Thetford, in the sixth range and as contained in the following boundaries, to wit : bounded in front north easterly by a street, in the rear south-westerly by Alphonse Giguère, on one side north westerly by Joseph Daigle, and in the other side south-easterly by Joseph Paré—with the buildings thereon erected, with reserve of mines and mining rights in favor of whom it belongs, and subject to the payment of an annual landed rent of ten dollars, payable to G. Vaillancour.

5. The buildings erected on lot number fourteen (14), of the subdivision of lot number four hundred and sixty-one A (461A), of official cadastre for the village of Kingsville, now Thetford Mines, on Johnson street.

6. A piece of land being the sixty feet in width south-easterly of lot number twenty, of the subdivision of lot number eighty-one (81) of official cadastre for the village of Kingsville, now Thetford Mines, on the whole depth of the lot with the buildings thereon erected.

To be sold, the immoveables in the first, second and sixth place described, at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the SECOND day of JULY next, 1912, at NOON.

To be sold, the immoveable in the fifth place described, at the parochial church door of Saint Maurice of Thetford, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

To be sold, the immoveables in the third and fourth place described, at the parochial church door of the Sacred Heart of Mary, on the SAME DAY, at FOUR o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT.

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 22nd May, 1912. 2142
[First published, 1st June, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court. — District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } NTOINE GARANT,
No. 345. } Plaintiff ; against J.
ALBERT ALLUISI, Defendant.

An emplacement situate in the town of Victoriaville, on the east side of Saint Henri street, being part of lot number twelve, in the third range of Arthabaska, known and described on the official cadastre of that part of the township, forming the parish of Sainte Victoire, as being a part of number four hundred and fifty four (p. 454), containing ninety feet in front by about one hundred and seventy two feet in depth ; bounded in front by said Saint Henri street, and in depth by Edmond Lambert and Joseph Godin, on the north side by Dame Godfroi Laliberté, and on the other side by J. E. Auger—with a dwelling house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the par-chial church door of Sainte Victoire, on the FOURTH day of JULY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 28th May, 1912. 2176
[First published, 1st June, 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBL'IC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **C. ADALBERT FORTIN**,
No 611. } **C. failli**; et **JOSEPH**
PHILEAS EUGENE GAGNON, curateur.

Un certain terrain situé en la ville de Beauceville, du côté sud-ouest de la rivière Chaudière, comprenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes : en front le chemin public, en arrière la rivière Chaudière, d'un côté au sud-est au ruisseau de la route de l'église, et de l'autre côté au nord-ouest au terrain de Madame Hermine St. Pierre, connu le dit terrain au cadastre officiel de la paroisse de Saint-François de la Beauce, comme faisant partie des numéros quinze cent trente-huit et quinze cent trente (pte 1538 et 1530)—avec le magasin et les hangars et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le **VINGT-TROISIEME** jour de **JUILLET** prochain 1912, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 17 juin 1912. 2459
[Première publication, 22 juin 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **EPHREM POULIN**, Deman-
No 589. } **deur**; contre **SYLVESTRE**
TALBOT, Défendeur.

Une maison appartenant au défendeur et située sur une terre appartenant à Odilon Poulin, de la paroisse de Saint-Théophile, le dit terrain portant le No quarante-huit, du huitième rang de Jersey, de la paroisse de Saint-Théophile, district de Beauce.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le **VINGT-QUATRIEME** jour de **JUILLET** prochain 1912, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 18 juin 1912. 2477
[Première publication, 22 juin 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **JOS. EMERY POULIN**, De-
No 652. } **mandeur**; contre **FORTU-**
NAT QUIRION, Défendeur.

1° La partie sud du lot numéro soixante (60), contenant environ 67 acres en superficie, et les lots numéros soixante-un et soixante-deux (61 et 62), sujet à la coupe de bois vendu du rang quatre, de Jersey, Saint-Théophile—circonstances et dépendances.

2° La partie nord-ouest du lot numéro trente-quatre F (34F), du premier rang de Jersey, Saint-Martin, contenant environ un demi (½) arpent en superficie, et ainsi borné en front au chemin public, à la profondeur, à la rivière Chaudière, au nord à Thomas Roy, et au sud à Georges Maheux—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le **VINGT-CI-QUIEME** jour de **JUILLET** prochain, 1912, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. VITAL NADEAU,

Bureau du shérif, Député shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 18 juin 1912. 2513
[Première publication, 22 juin 1912.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **C. ADALBERT FORTIN**,
No 611. } **C. insolvent**; and **JOSEPH**
PHILEAS EUGENE GAGNON, curator.

A certain lot of land situate in the town of Beauceville, on the south west side of Chaudière river, comprising the whole of the lot enclosed within the following limits : in front by the public road, in the rear by the Chaudière river, on one side to the south east by the stream of the church road, and on the other side to the north west by the land of Madame Hermine St. Pierre, the said lot of land being known on the official cadastre of the parish of Saint François de la Beauce, as forming part of the numbers fifteen hundred and thirty eight and fifteen hundred and thirty (pt. 1538 and 1530)—with the store, sheds and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint François de Beauce, on the **TWENTY THIRD** day of **JULY** next, 1912, at **TEN** o'clock in the forenoon

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 17th June, 1912. 2460
[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **EPHREM POULIN**, Plaintiff;
No. 589. } **against SYLVESTRE TAL-**
BOT, Defendant.

A house belonging to the defendant and situate on a land belonging to Odilon Poulin, of the parish of Saint Théophile, the said lot bearing the No. 48, of the eighth range of Jersey, of the parish of Saint Théophile, district of Beauce.

To be sold at the church door of the parish of Saint Théophile, on the **TWENTY FOURTH** day of **JULY** next, 1912, at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 18th June, 1912. 2478
[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **JOS. EMERY POULIN**, Plain-
No. 652. } **tiff**; against **FORTUNAT**
QUIRION, D. fendant.

1. The south part of lot number sixty (60), containing about 67 acres in superficies, and the lots numbers sixty one and sixty two (61 and 62), subject to the timber cut sold of range four of Saint Theophile de Jersey—circumstances and dependencies.

2. The north west part of lot number thirty four F (34 F), of the first range of Saint Martin de Jersey, containing about one half (½) arpent in superficies, and thus bounded in front by the public road, on the depth by the Chaudière river, on the north by Thomas Roy, and on the south by Georges Maheux—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin, on the **TWENTY FIFTH** day of **JULY** next, 1912, at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOS. VITAL NADEAU,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 18th June, 1912. 2514
[First published, 22nd June, 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **JAMES FERRY,**
District de Beauharnois. } Demandeur ; contre
No 2015. } **HUGH RICHARD**
KENNEDY ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs :

Une partie de terre connue et désignée comme lot numéro cent quatre vingt-six E (186E), des p'an et livre de renvoi officiels du canton de Hemmingford, dans le cinquième rang des terres octroyées dans le dit canton, contenant vingt-six acres, trois verges et vingt-six perches ; borné au sud par le quatrième rang des dites terres octroyées, au nord par le chemin public, à l'est d'un côté et à l'ouest de l'autre côté par J. A. V. Amirault, N. P.

Un morceau de terre étant la partie nord de ce lot connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels, sous les numéros cent quarante-neuf D (149D), dans le quatrième rang des dites terres octroyées dans le dit canton, contenant (le dit morceau) cinquante-quatre acres et deux perches ; borné au sud par le résidu du lot numéro 149d, au nord par le dit cinquième rang, à l'est par Dame Mary Jane Eaman, et à l'ouest par l'étendue de terre ci-après décrite—avec maison, grange, étables et autres bâties sus-érigées.

Un autre morceau de terre étant aussi la partie nord de ce lot connu et désigné sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, comme lot numéro cent cinquante A (150A), dans le dit quatrième rang des dites terres octroyées, mesurant trente-six chaînes et neuf chaînons de longueur du nord au sud, par six chaînes et six chaînons de largeur de l'est à l'ouest ; borné au sud par le résidu de ce lot numéro cent cinquante A, au nord par le dit cinquième rang, à l'ouest par Octave Filion, junior, et à l'est par le morceau de terre en deuxième lieu lieu ci dessus décrit.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Romain de Hemmingford. VENDREDI, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain 1912, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valfield, 18 juin 1912. 2479
[Première publication, 22 juin 1912].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } **LA VILLE DE CHI-**
No 1557. } **COUTIMI ;** contre
LEANDRE TREMBLAY.

Tout ce lopin de terre ou emplacement mesurant 45 pieds de largeur sur une profondeur d'environ 155 pieds, formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro 204, lequel est borné vers le nord et vers l'est par le terrain de la Cie du chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, vers le sud par le terrain

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **JAMES FERRY,**
District of Beauharnois. } Plaintiff ; against
No. 2015. } **HUGH RICHARD**
KENNEDY ET AL. Defendants.

As belonging to the defendants :

A portion of land known and designated as lot number one hundred and eighty six E (186 E), of the official plan and book of reference for the township of Hemmingford, in the fifth range of the granted lands in the same townships, containing twenty six acres, three rods and twenty six perches ; bounded to the south by the fourth range of the same granted lands, to the north by the public road, to the east on one side and to the west on the other side by J. A. V. Amirault, N. P.

A parcel of land being the north part of that lot known and designated on the said official plan and book of reference, as number one hundred and forty nine D (149D), in the fourth range of the said granted lands in the said township, containing (said parcel) fifty four acres and two perches ; bounded to the south by the residue of the lot (No. 149d, to the north by the said fifth range, to the east by Dame Mary Jane Eaman, and to the west by the track of land hereafter described—with a dwelling house, barn, stables and other buildings thereon erected.

Another piece of land being also the north part of that lot known and designated on the aforesaid official plan and book of reference, as lot number one hundred and fifty A (150A), in the said fourth range of the said granted lands, measuring thirty six chains and nine links in length from north and south by six chains and six links in width from east to west ; bounded to the south by the residue of that lot No. one hundred and fifty A, to the north by the said fifth range, to the west by Octave Filion, junior, and to the east by the piece of land secondly above described.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Romain de Hemmington, on FRIDAY, the TWENTY SIXTH day of JULY next, 1912, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 18th June, 1912. 2480
[First published, 22nd June, 1912.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit : } **LA VILLE DE CHICOU-**
No. 1557. } **TIMI ;** vs **LEANDRE**
TREMBLAY.

To whole of that certain parcel of land or emplacement measuring 45 feet in width by a depth of about 155 feet, forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the number 204, which is bounded on the north and east by the land of the Quebec & Lake Saint John Railway, on the south by the land

réserve pour la rue Racine, et vers l'ouest par le terrain de Adélard Leclerc — avec ensemble les bâtisses dessus érigées et autres dépendances ; aussi le droit à perpétuité à un chemin de huit pieds de largeur le long du plan ouest de la maison et jusqu'à dix pieds en arrière d'icelle, aussi le droit de faire déborder le toit de la maison susmentionnée jusqu'au milieu du dit chemin et de laisser et mettre des ouvertures du côté ouest de cette maison, lors même qu'elle est actuellement érigée sur la limite de ce chemin.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 18 juin 1912.

[Première publication, 22 juin 1912].

Shérif.

2509

reserved for Racine street, and on the west by the land of Adélard Leclerc — together with the buildings thereon erected and other dependencies, also the right in perpetuity in a road eight feet in width on the western side of the house and running ten feet in the rear of same, also the right to project the roof of the above mentioned house to the middle of the said road and to leave and put openings on the western side of the said house, even though it be actually erected on the border of the said road.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the TWENTY-THIRD day of JULY, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 18th June, 1912.

[First published, 22nd June, 1912]

Sheriff.

2510

Ventes par le shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } **HILAIRE BEAUPRÉ,**
No 4913. } Demandeur ; contre
JOSEPH SEVIGNY, Défendeur.

1° Le lot de terre No 50, du rang sud, du canton Whitworth, comté de Témiscouata, au cadastre officiel du dit rang du dit canton, avec le résidu du dit lot de terre, contenant en tout, le dit lot avec le dit résidu, une superficie d'environ 118 acres ;

2° Le lot de terre No 51, du dit rang du dit canton Whitworth, au cadastre du dit rang du dit canton, avec le résidu du dit lot, contenant en tout les dits lot et résidu, une superficie totale de 127 acres, plus ou moins ;

3° Le lot de terre No 52, du dit rang du dit canton Whitworth, au cadastre officiel du dit rang du dit canton, avec le résidu du dit lot, contenant en tout les dits lot et résidu, une superficie totale de 134 acres, plus ou moins ;

4° Le lot de terre No 53, du dit rang du dit canton Whitworth, au cadastre officiel du dit rang du dit canton, avec le résidu du dit lot, contenant en tout les dits lot et résidu une superficie totale de 128 acres, plus ou moins ;

5° Le lot de terre No 54, du dit rang du dit canton Whitworth, au cadastre officiel du dit rang du dit canton, avec le résidu du dit lot, contenant en tout les dits lot et résidu une superficie totale de 137 acres, plus ou moins—avec toutes les bâtisses quelconques qu'il y a sur les dits lots de terre, circonstances et dépendances ;

Tous les lots de terre ci-dessus sont bornés au nord-est au vieux Chemin du Lac, au nord à Paul Dionne, au sud à Fraser et Mathewson (F. & M. Lumber Co.), et au sud-ouest au fronteau des dits lots de terre.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif,

Fraserville, 17 juin 1912.

[Première publication, 22 juin 1912.]

Shérif.

2483

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

District of Kamouraska, } **HILAIRE BEAU-**
No. 4913. } **PRE, Plaintiff ;**
against **JOSEPH SEVIGNY, Defendant.**

1. The lot of land No. 50, of the south range of the township Whitworth, county of Témiscouata, on the official cadastre of the said range of the said township, with the residue of the said lot of land, containing in all the said lot with the said residue, a superficies of about 118 acres ;

2. The lot of land No. 51, of the said range of the said township Whitworth, on the cadastre of the said range of the said township, with the residue of the said lot, the said lot and residue containing in all a total superficies of 127 acres, more or less ;

3. The lot of land No. 52, of the said range of the said township Whitworth, on the official cadastre of the said range of the said township, with the residue of the said lot, the said lot and residue containing in all a total superficies of 134 acres, more or less ;

4. The lot of land No. 53, of the said range of the said township Whitworth, on the official cadastre of the said range of the said township, with the residue of the said lot, the said lot and residue containing in all a total superficies of 128 acres, more or less ;

5. The lot of land No. 54, of the said range of the said township Whitworth, on the official cadastre of the said range of the said township, with the residue of the said lot, the said lot and residue containing in all a total superficies of 137 acres, more or less—with all the buildings whatsoever there may be on the said lots of land, circumstances and dependencies ;

The whole of the above lots of land are bounded on the north east by the old Chemin du Lac, on the north by Paul Dionne, on the south by Fraser and Mathewson (F. & M. Lumber Co.), and on the south west by the fronteau of the said lots of land.

To be sold in one lot, at the church door of the parish of Saint Honoré, on the TWENTY FOURTH day of JULY, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office,

Fraserville, 17th June, 1912.

[First published, 22nd June, 1912].

Sheriff.

2484

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District d'Arthabaska, } **A FONDERIE DE**
 No 313. } **PLESSISVILLE, De-**
 manderesse ; vs **HYACINTHE DUMONT, Défendeur.**

Une maison, une boutique de forge et un hangar avec une laiterie, le tout construit sur un emplacement de vingt-cinq pieds par soixante pieds, plus ou moins, situé aux encoignures nord-est et sud-est de la route de Cacouna avec le chemin dit "Chemin du village de la Plaine", faisant partie, le dit emplacement, du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Temiscouata, pour la paroisse de Saint-Arsène, sous le numéro trois cent deux (p. No 302), appartenant, le dit emplacement à Sr. Joseph Castonguay, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Arsène, qui l'a loué au défendeur, par bail sous seing privé, à raison de six piastres par année.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Arsène, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET 1912, à TROIS heures de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif.

Fraserville, 19 juin 1912.

[Première publication, 22 juin 1912]

Shérif.

2517

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Athabaska, } **A FONDERIE DE**
 No. 313. } **PLESSISVILLE,**
 Plaintiff ; vs **HYACINTHE DUMONT, Defendant.**

A house, a blacksmith's shop and a shed with a dairy, the whole erected on an emplacement of twenty five feet by sixty feet, more or less, situate on the north east and south east corners of the Cacouna road with the road called "Chemin du village de la Plaine", the said emplacement forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Temiscouata, for the parish of Saint-Arsène, under the number three hundred and two (p. No. 302), the said emplacement belonging to Sr. Joseph Castonguay, farmer, of the parish of Saint-Arsène, who rented it to the defendant by private lease for six dollars per annum.

To be sold in one lot, at the church door of the parish of Saint-Arsène, on the TWENTY SIXTH day of JULY, 1912, at THREE o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office,

Fraserville, 19th June, 1912.

[First published, 22nd June, 1912]

Sheriff.

2518

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **FERRERES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny

Montmagny, à savoir : } **ALPHONSE BOUTIN,**
 No 129. } **marchand, Mont-**
 magny, Demandeur ; contre **ANDRE BEAUDOUIN,**
 autrefois du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Un lot de terre étant le No huit cent trente, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Raphaël, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET prochain, 1912, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif.

Montmagny, 19 juin 1912.

[Première publication, 22 juin 1912]

Shérif.

2515

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } **ALPHONSE BOUTIN,**
 No. 129. } **merchant, Mont-**
 magny, Plaintiff ; against **ANDRE BEAUDOUIN,**
 formerly of the same place, and now of parts unknown, Defendant.

A lot of land being the number eight hundred and thirty, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Raphael, county of Bellechasse—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Raphael, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office,

Montmagny, 19th June, 1912.

[First published 22nd June, 1912.]

Sheriff.

2516

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGE** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **McAVOY, avocat, de la**
 No 2953. } **D. cité et du district de**
 Montréal, et al, Demandeurs ; contre **PLACIDE**
LAFRAMBOISE, de Cartierville, dit district, Dé-
fendeur.

1° Un terrain composé de deux lots de terre, situé dans le quartier Émard, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées ; borné en front

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **McAVOY, advocate, of**
 No. 2953. } **D. the city and district of**
 Montreal, et al, Plaintiff ; against **PLACIDE LA-**
FRAMBOISE, of Cartierville, said district, De-
fendant.

1. A parcel of land composed of two lots situate in Emard ward, of the city of Montreal—with the buildings erected thereon ; bounded in front by

par la rue Hadley, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros deux cents et deux cent un, de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent trente (200-201-3930)

2° Un lot de terre situé dans le quartier Emard, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Hadley, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent quatre-vingt-deux, de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent trente (282-3930).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 19 juin 1912. 2523
[Première publication, 22 juin 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { **H**ORMISDAS DERAGON, contre-maître, des cité et district de Montréal, tant personnellement que pour autoriser son épouse, et Dame Veronique Champagne, du même lieu, épouse séparée des biens du dit Hormidas Deragon, Demandeurs ; contre PINKAS HALLER, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint Jean-Baptiste, comme lot officiel numéro cent trente-cinq (No 135), le dit lot faisant front sur l'avenue Colonial, et contenant quarante pieds de front sur soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise—avec les bâtisses sur-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montréal, 18 juin 1912. 2481
[Première publication, 22 juin 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { **M**ATHIAS PAQUETTE, rentier, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, district de Montréal, Demandeur ; contre PIERRE BILAUDEAU, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, borné en front par la rue Wurtel, connu et désigné sous le numéro mil neuf cent cinquante quatre, de la subdivision du lot officiel numéro cent quarante huit (148-1954), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ;

2° Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, borné en front par la rue Wurtel, connu et désigné sous le numéro mil neuf cent cinquante cinq, de la subdivision du lot officiel numéro cent quarante huit (148-1955), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ;

3° Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Wurtel, connu et désigné sous le numéro mil neuf cent cinquante six, de la subdivision du lot officiel numéro cent quarante huit (148-1956), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ;

4° Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Wurtel, connu et désigné

Hadley street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the numbers two hundred and two hundred and one, of the official subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (200-201-3930).

2. A lot of land situate in Emard ward, of the city of Montreal—with the buildings erected thereon ; bounded in front by Hadley street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and eighty two, of the official subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (282-3930).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 19th June, 1912. 2524
[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { **H**ORMISDAS DERAGON, No. 1500. { **H** foreman, of the city and district of Montreal, both personally and to authorize his wife, and Dame Veronique Champagne, of the same place, wife separated as to property of the said Hormidas Deragon, Plaintiffs ; against PINKAS HALLER, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, known and distinguished on the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste, as lot official number one hundred and thirty five (No 135), said lot fronting on Colonial avenue, and containing forty feet in front by seventy one feet in depth, english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 18th June, 1912. 2482
[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { **M**ATHIAS PAQUETTE, No. 1924. { **M** rentier, of the parish of Saint Vincent de Paul, district of Montreal, Plaintiff ; against PIERRE BILAUDEAU, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land—with buildings erected thereon, situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Wurtel street, known and designated under the number one thousand nine hundred and fifty four, of the subdivision of official lot number one hundred and forty eight (148-1954), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ;

2. A lot of land—with buildings erected thereon, situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Wurtel street, known and designated under the number one thousand nine hundred and fifty five, of the subdivision of official lot number one hundred and forty eight (148-1955), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ;

3. A lot of land—with buildings erected thereon, situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Wurtel street, known and designated under the number one thousand nine hundred and fifty six, of the subdivision of official lot number one hundred and forty eight (148-1956), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ;

4. A lot of land—with buildings erected thereon, situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Wurtel street, known and

sous le numéro mil neuf cent cinquante sept, de la subdivision du lot officiel numéro cent quarante huit (148-1957), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ;

5° Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Wurtele, connu et désigné sous le numéro mil neuf cent cinquante huit, de la subdivision du lot officiel numéro cent quarante huit (148-1958), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 29 mai 1912. 2185.2
[Première publication 1er juin 1912.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Ottawa, à savoir : } NAPOLEON ADELARD
No 2198. } MILLETTE, Demandeur ; contre L. A. ROBITAILLE, Défendeur, à savoir :

Lot numéro douze (12), du premier rang du canton de Wakefield, dans le comté de Wright et district d'Ottawa—circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement dans la cité de Hull, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 17 juin 1912. 2485
[Première publication, 22 juin 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } WILLIAMS & WILSON,
No 3936. } LIMITED, Demanderesse ; contre FREDERICK DAVID, Défendeur, à savoir :

1° Un lopin de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf (9), du rang sud-est de la rivière Kiamika, dans le canton Campbell, district d'Ottawa, mesurant un arpent carré ; borné au nord-ouest par la rivière Kiamika, au nord-est par le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix, des rang et canton susdits, au sud-ouest et au sud-est par le reste du dit lot numéro neuf.

2° Un lopin de terre faisant partie aussi du susdit lot numéro neuf (9), mesurant vingt-six pieds de largeur par cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné au nord-ouest par le lopin de terre ci-dessus décrit, au nord-est par le susdit lot de terre numéro dix, au sud-est et au sud-ouest par le reste du dit lot numéro neuf.

3° Un lopin de terre faisant aussi partie du dit lot numéro neuf (9), mesurant six pieds de largeur, par plus ou moins deux cent soixante-dix pieds de profondeur, s'étendant du lopin de terre en deuxième lieu ci-dessus décrit, au chemin public ; borné au nord-ouest par le dit lopin de terre ci-dessus décrit en deuxième lieu, au nord-est par le dit lot numéro dix, au sud-est par le chemin public, et au sud-ouest par le reste du dit lot numéro neuf.

designated under the number one thousand nine hundred and fifty seven, of the subdivision of official lot number one hundred and forty eight (148-1957), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ;

5 A lot of land—with buildings erected thereon, situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Wurtele street, known and designated under the number one thousand nine hundred and fifty eight, of the subdivision of official lot number one hundred and forty eight (148-1958), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 29th May, 1912. 2186
[First published, 1st June, 1912.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Quebec.

Ottawa, to wit : } NAPOLEON ADELARD
No. 2198. } MILLETTE, Plaintiff ; against L. A. ROBITAILLE, Defendant, to wit :

Lot number twelve (12), of the first range of the township of Wakefield, in the county of Wright and district of Ottawa—will all their circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY FOURTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Shérif.
Hull, 17th June, 1912. 2486
[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } WILLIAMS & WILSON,
No 3936. } LIMITED, Plaintiff, against FREDERICK DAVID, Defendant, to wit :

1. A parcel of land forming part of the lot known and designated under the number nine (9), of the south east range of the Kiamika river, in the township Campbell, district of Ottawa, measuring one square arpent ; bounded on the north west by the Kiamika river, on the north east by the lot of land known and designated under the number ten, of the aforesaid range and township, on the south west and south east by the remainder of the said lot number nine.

2. A parcel of land forming part also of the aforesaid lot number nine (9), measuring twenty six feet in width by one hundred and ninety two feet in depth, english measure ; bounded on the north west by the parcel of land hereabove described, on the north east by the aforesaid lot of land number ten, on the south east and south west by the remainder of the said lot number nine.

3. A parcel of land forming also part of the said lot number nine (9) measuring six feet in width by more or less, two hundred and seventy feet in depth, reaching from the parcel of land hereabove secondly described, to the public road ; bounded on the north west by the said parcel of land hereabove secondly described, on the north east by the said lot number ten, on the south east by the public road, and on the south west by the remainder of the said lot number nine.

4° Un lopin de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix (10), du rang sud-est de la rivière Kiamika, dans le dit canton Campbell, mesurant un arpent carré; borné au nord-ouest par la rivière Kiamika, au sud-ouest par le lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf, des rang et canton susdits, au nord-est et au sud-est par le reste du dit lot numéro dix.

5° Un lopin de terre faisant aussi partie du susdit lot numéro dix (10), mesurant vingt-six pieds de largeur par cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au nord-ouest par le lopin de terre ci-dessus en dernier lieu décrit, au sud-ouest par le susdit lot de terre numéro neuf, au sud-est et au nord-est par le reste du dit lot numéro dix.

6° Un lopin de terre faisant partie aussi du dit lot numéro dix (10), mesurant six pieds de largeur par plus ou moins deux cent soixante et dix pieds de profondeur, s'étendant du lopin de terre ci-dessus en dernier lieu décrit au chemin public; borné au nord-ouest par le lopin de terre ci-dessus en dernier lieu décrit, au sud-ouest par le lot numéro neuf, au sud-est par le chemin public, et au nord-est par le reste du dit lot numéro dix—avec un moulin à scie et toutes autres bâtisses érigées sur les dits lopins de terre, et le bouilliroir, engin et toutes autres machineries attachées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement à Papineauville, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 14 juin 1912. Shérif. 2487
[Première publication, 22 juin 1912.]

4. A parcel of land forming part of the lot of land known and designated under the number ten (10), of the south east range of the Kiamika river, in the said township Campbell, measuring one square acre; bounded on the north west by the Kiamika river, on the south west by the lot of land known and designated under the number nine of the aforesaid range and township, on the north east and south east by the remainder of the said lot number ten.

5. A parcel of land forming also part of the aforesaid lot number ten (10), measuring twenty six feet in width by one hundred and ninety two feet in depth, english measure; bounded on the north west by the parcel of land hereabove latterly described, on the south west by the aforesaid lot of land number nine, on the south east and north east by the remainder of the said lot number ten.

6. A parcel of land forming part also of the said lot number ten (10), measuring six feet in width by more or less, two hundred and seventy feet in depth, reaching from the parcel of land hereabove firstly described, to the public road; bounded on the north west by the parcel of land hereabove latterly described, on the south west by the said lot number nine, on the south east by the public road, and on the north east by the remainder of the said lot number ten—with a saw mill and any other buildings erected, on the said parcels of land, and the boiler, engine and any other machinery attached, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office at Papineauville, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 14th June, 1912. Sheriff. 2488
[First published, 22nd June, 1912.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } ARTHUR NOEL; contre
N° 1875. } ALPHONSE BERGERON ET AL, à savoir:

Partie du lot No. 127A (cent vingt-sept A) du cadastre officiel pour Saint-Louis de Lotbinière, étant un emplacement situé au premier rang, mesurant soixante dix-neuf pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur du côté est et cent vingt pieds de profondeur du côté sud-ouest; borné au nord au chemin royal, au sud à l'autre partie du dit lot cadastral, à l'est à Eleusippe Thibaut, et à l'ouest à Eleusippe Lemay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sous la réserve d'un chemin sur la partie sud-ouest du dit emplacement de dix-neuf pieds de front sur toute la profondeur pour l'utilité du défendeur et de ses représentants, à n'importe quel titre, ainsi que des propriétaires des emplacements avoisinants et de leurs ayants-droits—avec les machines, instruments et accessoires, servant à l'exploitation et à la fabrication du beurre et fromage, qui se trouvent actuellement dans la dite bâtisse.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Louis de Lotbinière, comté de Lotbinière, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Québec, 20 juin 1912. Député shérif. 2527
[Première publication 22 juin 1912.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } ARTHUR NOEL; against
No. 1875. } ALPHONSE BERGERON ET AL, to wit:

Part of lot No. 127A (one hundred and twenty seven A), of the official cadastre for Saint-Louis de Lotbinière, being an emplacement situate in the first range, measuring seventy nine feet in front by ninety feet in depth on the east side and one hundred and twenty feet in depth on the south west side; bounded on the north by the King's highway, on the south by the other part of the said cadastral lot, on the east by Eleusippe Thibaut, and on the west by Eleusippe Lemay—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Under the reserve of a road on the south west part of the said emplacement of nineteen feet in front by the whole depth for the use of the defendant or his representatives, by any title whatsoever, and also of the proprietors of the adjacent emplacements and their assigns—with the machinery instruments and accessories used for the making manufacture of butter and cheese, which are actually in the said building.

To be sold at the church door of Saint-Louis de Lotbinière, county of Lotbinière, on the TWENTY SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Québec 20th June, 1912. Deputy Sheriff. 2528
[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**AME GEORGIANA PLAMONDON, fille majeure ;
No 360. } contre FELIX ALPHONSE LARUE, et Aurélien Angers, curateur au dit Félix Alphonse Larue, à savoir :

1° Le lot No 2694 (deux mille six cent quatre-vingt-quatorze), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue D'Auteuil—circonstances et dépendances ;

2° Le lot No 2765 (deux mille sept cent soixante et cinq), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Ursule—circonstances et dépendances ;

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, à Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du hériif,
Québec, 20 juin 1912.

Député Shérif.
2533

[Première publication, 22 juin 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **H**. L. FRANK "since deceased", Demandeur ;
No 2743. } contre JOHN FORMAN, Défendeur, et Esther Lublin *et al*, Demandeurs "in continuance of suit," à savoir :

1° Le lot No 15 (quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au troisième rang—circonstances et dépendances ;

2° Le lot No 10 (dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

3° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

4° Le lot No 13 (treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

5° Le lot No 20 (vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

6° Le lot No 6 (six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

7° Le lot No 16 (seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

8° Le lot No 26 (vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

9° Le lot No 30 (trente), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

10° Le lot No. 33 (trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

11° Le lot No. 34 (trente-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

12° Le lot No. 35 (trente-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

13° Le lot No. 37 (trente-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham,

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **D**AME GEORGIANA PLAMONDON, spinster ; against
No. 360. } FELIX ALPHONSE LARUE, and Aurélien Angers, curator to the said Félix Alphonse Larue, to wit :

1. Lot No. 2694 (two thousand six hundred and ninety four), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on D'Auteuil street—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 2765 (two thousand seven hundred and sixty five), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Sainte Ursule street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, at Quebec, on the TWENTY SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office.

Deputy sheriff.

Quebec, 20th June, 1912.

2534

[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **H**. L. FRANK, since deceased,
No. 2743. } **H**. Plaintiff ; against JOHN FORMAN, Defendant, and Esther Lublin *et al*, Plaintiffs in continuance of suit, to wit :

1. Lot No. 15 (fifteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the third range—circumstances and dependencies ;

2. Lot No. 10 (ten), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

3. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

4. Lot No. 13 (thirteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

5. Lot No 20 (twenty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

6. Lot No. 6 (six), of the official cadastre for the parish of St. Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

7. Lot No. 16 (sixteen), of the official cadastre for the parish of St. Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

8. Lot No. 26 (twenty six), of the official cadastre for the parish of St. Edmond de Stoneham, (Township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

9. Lot No. 30 (thirty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

10. Lot No 33 (thirty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

11. Lot No. 34 (thirty four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

12. Lot No. 35 (thirty five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

13. Lot No. 37 (thirty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham,

(canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

14° Le lot No 38 (trente-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

15° Le lot No 40 (quarante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

16° Le lot No 41 (quarante-et-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre située au huitième rang—circonstances et dépendances ;

17° Le lot No 6 (six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

18° Le lot No 9 (neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

19° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

20° Le lot No 12 (douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

21° Le lot No 13 (treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

22° Le lot No 15 (quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé dans le neuvième rang—circonstances et dépendances ;

23° Le lot No 19 (dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

24° Le lot No 20 (vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre située au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

25° Le lot No 22 (vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

26° Le lot No 33 (trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

27° Le lot No 39 (trente-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

28° Le lot No 1 (un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

29° Le lot No 3 (trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

30° Le lot No 8 (huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

31° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

32° Le lot No 19 (dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham,

(township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

14. Lot No. 38 (thirty eight), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

15. Lot No. 40 (forty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

16. Lot No. 41 (forty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

17. Lot No. 6 (six), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

18. Lot No. 9 (nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

19. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

20. Lot No. 12 (twelve), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

21. Lot No. 13 (thirteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

22. Lot No. 15 (fifteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

23. Lot No. 19 (nineteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

24. Lot No. 20 (twenty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

25. Lot No. 22 (twenty two), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

26. Lot No. 33 (thirty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township of Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

27. Lot No. 39 (thirty nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

28. Lot No. 1 (one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

29. Lot No. 3 (three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

30. Lot No. 8 (eight), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

31. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

32. Lot No. 19 (nineteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being

étant un lot de terre situé au dixième rang — circonstances et dépendances ;

33° Le lot No 21 (vingt-et-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

34° Le lot No 24 (vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de St-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

35^e Le lot No 25 (vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

36° Le lot No 26 (vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

37^e Le lot No 29 (vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang — circonstances et dépendances ;

38° Le lot 31 (trente et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

39^e Le lot No 35 (trente-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

40 Le lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances :

41° Le lot No 7 (sepr), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au cinzième rang—circontans ces et dépendances ;

42° Le lot No 9 (neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

43° Le lot No 10 (dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang- circonstances et dépendances ;

44° Le lot No 12 (douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

45° Le lot No 16 (seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang - circonstances et dépendances ;

46° Le lot No 17 (dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

47° Le lot No 20 (vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

48° Le lot No 24 (vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury) étant un lot de terre situé au onzième rang — circonstances et dépendances ;

49° Le lot No 37 (trente sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

50° Le lot No 2 (deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

51° Le lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour

a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

33. Lot No. 21 (twenty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

34 Lot No. 24 (twenty four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies.

35. Lot No. 25 (twenty five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham. (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

36. Lot No. 26 (twentysix), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

37. Lot No 29 (twenty nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

38. Lot No. 31 (thirty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

39. Lot No. 35 (thirty five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ten h range—circumstances and dependencies ;

40. Lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies :

41. Lot No. 7 (seven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

42. Lot No. 9 (nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

43. Lot No. 10 (ten), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

44. Lot No. 12 (twelve), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

45. Lot No. 16 (sixteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

46. Lot No. 17 (seventeen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

47. Lot No. 20 (twenty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

48. Lot No. 24 (twenty four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eleven'h range—circumstances and dependencies ;

49. Lot No. 37 (thirty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies :

50. Lot No. 2 (two), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencias ;

51. Lot No 5 (five), of the official cadastre for

la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

52° Le lot No 6 (six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

53° Le lot No 8 (huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

54° Le lot No 12 (douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

55° Partie du lot No 9 (neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham ; bornée par le lot No 9 (neuf), du onzième rang, à l'est par le lot No 10, à l'ouest par le lot No 8 du douzième rang, au nord par la balance du dit lot No 9, étant un lot de terre contenant 130 acres situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

56° Le lot No 33 (trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

57° Partie du lot No 4 (quatre), étant la juste moitié nord du dit lot ; bornée au sud par la balance du dit lot No 4, à l'est par l'autre partie nord du lot No 4, au nord par le lot No 5 du troisième rang, et à l'ouest par les subdivisions 4a et 4b du lot No 4 du quatrième rang, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au troisième rang—circonstances et dépendances ;

58° Le lot No 12 (douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

59° Le lot No 12a (douze a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

60° Le lot No 13 (treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

61° Le lot No 14 (quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

62° Le lot No 15 (quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

63° Le lot No 18 (dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

64° Le lot No 19 (dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

65° Le lot No 21 (vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

66° Le lot No 22 (vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

67° Le lot No 15 (quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

68° Le lot No 15a (quinze a), du cadastre officiel

the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

52. Lot No 6 (six), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

53. Lot No. 8 (eight), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

54. Lot No. 12 (twelve), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

55. Part of lot No. 9 (nine) of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham ; bounded by the lot No. 9 (nine), of the eleventh range, on the east by lot No. 10, on the west by lot No. 8, of the twelfth range, on the north by the balance of the said lot No. 9, being a lot of land containing 130 acres situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

56. Lot No. 33 (thirty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

57. Part of lot No. 4 (four), being the exact north half of the said lot ; bounded on the south by the balance of the said lot No. 4, on the east by the other north part of lot No. 4, on the north by lot No. 5 of the third range, and on the west by the subdivisions 4a and 4b of lot No. 4 of the fourth range of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the third range—circumstances and dependencies ;

58. Lot No. 12 (twelve), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

59. Lot No. 12a (twelve a), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

60. Lot No. 13 (thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

61. Lot No. 14 (fourteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

62. Lot No. 15 (fifteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

63. Lot No. 18 (eighteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

64. Lot No. 19 (nineteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

65. Lot No. 21 (twenty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

66. Lot No. 22 (twenty two), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

67. Lot No. 15 (fifteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

68. Lot No. 15a (fifteen a), of the official cadastre

pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

69° Le lot No 23 (vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury) étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

70° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

71° Le lot No 21 (vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

72° Le lot No 40 (quarante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

73° Le lot No 41 (quarante et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

74° Le lot No 16 (seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

75° Le lot No 4 (quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

76° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang, circonstances et dépendances ;

77° Le lot No 14 (quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

78° Le lot No 23 (vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

79° Le lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

80° Le lot No 5a (cinq a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

81° Le lot No 5b (cinq b), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

82° Le lot No 21 (vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

83° Le lot No dix (dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

84° Le lot No 10a (dix a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

85° Le lot No 10b (dix b), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

86° Le lot No 16 (seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

87° Le lot No 16a (seize a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham,

for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

69. Lot No. 23 (twenty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

70. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

71. Lot No. 21 (twenty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

72. Lot No. 40 (forty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

73. Lot No. 41 (forty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

74. Lot No. 16 (sixteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

75. Lot No. 4 (four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

76. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

77. Lot No. 14 (fourteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

78. Lot No. 23 (twenty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

79. Lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

80. Lot No. 5a (five a), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

81. Lot No. 5b (five b), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

82. Lot No. 21 (twenty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

83. Lot No. 10 (ten), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

84. Lot No. 10a (ten a), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

85. Lot No. 10b (ten b), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

86. Lot No. 16 (sixteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

87. Lot No. 16a (sixteen a), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham,

(canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

88° Le lot No 17 (dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

89° Le lot No 9 (neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au septième rang—circonstances et dépendances ;

90° Le lot No 9a (neuf a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au septième rang—circonstances et dépendances ;

91° Le lot No 14 (quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

92° Le lot No 19 (dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances.

Les lots en deuxième lieu décrits, comme suit :

1° Le lot No 80 (quatre-vingts), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Jean Baptiste des Ecureuils, étant un terrain de forme irrégulière connu sous le nom de "Fonds Jacques-Cartier," formant partie du Domaine Jacques-Cartier, situé sur les bords du fleuve Saint Laurent—circonstances et dépendances ;

2° Le lot No 80a (quatre-vingts a), du cadastre officiel pour la paroisse de St. Jean Baptiste des Ecureuils, étant un lot de terre situé sur le bord de la Rivière Saint Laurent—circonstances et dépendances ;

3° Le lot No 80b, (quatre-vingts b), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Jean Baptiste des Ecureuils, étant une île située dans la rivière Saint Laurent, à l'embouchure de la rivière Jacques-Cartier—circonstances et dépendances ;

4° Le lot No 80c (quatre-vingts c), du cadastre officiel pour la paroisse Saint Jean Baptiste des Ecureuils, étant une île située dans la rivière Saint-Laurent, à l'embouchure de la Rivière Jacques Cartier—circonstances et dépendances.

Les lots en premier lieu décrit, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, comté de Québec, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Et les lots en deuxième lieu décrit à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste des Ecureuils, comté de Portneuf, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif,
Québec, 6 juin 1912.

Shérif.
2279

[Première publication, 8 juin 1912]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } L F R E D L A C R O I X, De-
No 2646. } A mandeur ; contre ANTOINE
NADEAU, fils de Pierre, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Robert, en la concession Provost, étant les lots numéros deux cent cinquante-huit et deux cent cinquante neuf (Nos 258 et 259), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint Robert—avec les bâties dessus érigées.

(township Tewkesbury), being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

88. Lot No. 17 (seventeen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

89. Lot No. 9 (nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the seventh range—circumstances and dependencies ;

90. Lot No. 9a (nine a), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the seventh range—circumstances and dependencies ;

91. Lot No. 14 (fourteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

92. Lot No. 19 (nineteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies.

The lots secondly described, as follows :

1. Lot No. 80 (eighty), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, being a land of irregular outline known under the name of "Fonds Jacques Cartier", forming part of the Domaine Jacques-Cartier, situate on the banks of the River St. Lawrence—circumstances and dependencies ;

2. Lot No 80a (eighty a), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, being a lot of land situate on the bank of the River St. Lawrence—circumstances and dependencies ;

3 Lot No. 80b (eighty b), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, being an island situate in the River St. Lawrence, at the mouth of the Jacques-Cartier River—circumstances and dependencies ;

4. Lot No. 80c (eighty c), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, being an island situate in the River St. Lawrence, at the mouth of the Jacques-Cartier River—circumstances and dependencies.

The lots firstly described to be sold at the church door of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, on the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

And the lots secondly described, at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, county of Portneuf, the THIRTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office.
Quebec, 6th June, 1912.

Sheriff.
2280

[First published, 8th June, 1912]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } L F R E D L A C R O I X, Plain-
No. 2646. } A tiff ; against ANTOINE
NADEAU, son of Pierre, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Robert, in the Provost concession, being the lots numbers two hundred and fifty eight and two hundred and fifty nine (Nos. 258 and 259), of the official cadastre of the said parish of Saint Robert—with the buildings thereon erected.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Robert, le TROISIEME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,

Sorel 30 mai 1912.

[Première publication, 1er juin 1912.]

Shérif,

2181-2

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Robert, on the THIRD day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office,

Sorel, 30th May, 1912.

[First published, 1st June, 1912.]

Sheriff,

2182

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : { **DAME ELISA HOULE**,
No 468. {

manderesse ; vs **LA BANQUE DE QUEBEC ET AL**, Défendeurs ; et Augustin Vivier, en sa qualité d'usufruitier, et Zotique Vivier, en sa qualité de propriétaire, demandeurs par reprise d'instance.

Comme appartenant aux dits demandeurs par reprise d'instance, savoir :

L'usufruit des dits lots la vie durant d'Augustin Vivier, et la propriété des dits lots appartenant à Zotique Vivier, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Champlain, dans le rang Saint Pierre, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384), du cadastre officiel de la dite paroisse—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances, sous la réserve et le droit en faveur des défendeurs, la banque de Québec et Thomas Argall, de prendre, emporter et enlever, de faire prendre, faire emporter et faire enlever par eux-mêmes, leurs substitués ou leurs représentants toute la terre à peinture naturelle (Natural Paint Mineral) ou autres minéraux quelconques qui se trouvent sur le dit immeuble et en font partie, ce, à partir du ruisseau Hertel et allant vers le nord jusqu'à la profondeur de la deuxième concession, sous la réserve, en faveur des défendeurs et de leurs représentants du droit de passage tant à pied qu'en voiture, pour communiquer du chemin public avec la dite terre à peinture, sous la réserve et avec le droit, en faveur des dits défendeurs et de leurs représentants, de faire les bâties et constructions nécessaires pour l'exploitation de la dite terre à peinture naturelle ou autres minéraux, et en outre, à la charge par l'acquéreur d'enclore à ses frais et dépens les parts et parties de terre à peinture exploitées par les dits défendeurs, tel que le tout est mentionné dans l'acte de concession de la dite terre à peinture, passé devant J. E. Marchand, notaire, en la paroisse de Champlain, le 27 octobre 1892, enregistré le 23 mars 1893, et dans un acte de vente de la dite terre à peinture, passé devant Mtre P. O. Guillet, notaire, le 16 octobre 1903, et dûment enregistré.

2° Les lots de terre numéros trois cent quatre-vingt dix et trois cent quatre-vingt-onze (390 et 391), du cadastre officiel pour la paroisse de Champlain—circonstances et dépendances, situés dans la dite paroisse dans le dit rang Saint Pierre.

3° Une autre terre située en la paroisse de Saint-Luc, connue et désignée sous le numéro trente-sept (37), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Luc—en bois d'about, circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit :

Les immeubles en premier et second lieux désignés, à la porte de l'église de la paroisse de la Visitation de Champlain, le TROISIEME jour de JUILLET, à DIX heures du matin, et l'immeuble en troisième lieu désigné, à la porte de l'église de

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : { **DAME ELISA HOULE**,
No. 468. {

Plaintiff; vs **THE QUEBEC BANK ET AL**, Defendants; and Augustin Vivier, in his quality of usufructuary, and Zotique Vivier, in his quality of proprietor, Plaintiffs in continuance of suit

As be'onging to the said plaintiffs in continuance of suit, to wit :

The usufruct of the said lots during the lifetime of Augustin Vivier, and the ownership of the said lots belonging to Zotique Vivier, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Champlain, in the Saint Pierre range, known and designated under the number three hundred and eighty four (384), of the official cadastre of the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, under the reserve and the right in favor of the defendants, The Quebec Bank and Thomas Argall to take, carry away and remove, to have taken, carried away and removed by themselves, their substitutes or their representatives, the whole of the natural paint mineral or other ores whatsoever to be found on the said immoveable and forming part thereof, such, from the Hertel stream and going towards the north to the depth of the second concession, under the reserve in favor of the defendants and of their representatives, of the right of way on foot and vehicle to communicate from the public road with the said paint mineral; under the reserve and with the right in favor of the said defendants and of their representatives to make the buildings and structures necessary for the operation of the said natural paint mineral or other ores, and, moreover, subject to the charge of the purchaser to enclose at his cost and expense the parts and portions of paint mineral operated by the said defendants, as the whole is mentioned in the deed of concession of the said paint mineral passed before J. E. Marchand, notary, in the parish of Champlain, on the 27th October, 1892, registered on the 23rd March, 1893, and in a deed of sale of the said paint mineral, passed before Mtre P. O. Guillet, notary, on the 16th October, 1903, and duly registered.

2 The lots of land numbers three hundred and ninety and three hundred and ninety one (390 and 391), of the official cadastre for the parish of Champlain—circumstances and dependencies, situate on the said parish in the said Saint-Pierre range.

3. Another land situate in the parish of Saint-Luc, known and designated under the number thirty seven (37), of the official cadastre of the said parish of Saint Luc, in standing timber—circumstances and dependencies.

To be sold as follows :

The immoveables firstly and secondly described, at the church door of the parish of Visitation de Champlain, on the THIRD day of JULY, at TEN o'clock in the forenoon, and the immoveable thirdly described, at the church door of the parish of Saint

la paroisse de Saint-Luc, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif.

Trois Rivières, 29 mai 1912.

[Première publication, 1er juin 1912]

Shérif.
2187-2

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Arthur Paquet, manufacturier de bijoux, Joseph Vincent Jacquier, agent de commerce, William G. Jolicœur, médecin et coroner du district de Québec, Valmont Martin, médecin, et Joseph E. Bédard, avocat, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce de tissus de soie et autres de tout genre, d'articles liturgiques et généralement de toute espèce de marchandises de provenance française, sous le nom de "La Compagnie Paquet & Jacquier, Limitée", avec un capital de quarante-cinq mille piastres (\$45,000), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2463

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Robert Clark, avocat et Conseil en Loi du Roi, Warwick Fielding Chipman, Rennie Ogilvie McMurtry, avocats, Francis George Bush, teneur de livres, George Robert Drennan, sténographe, Herbert William Jackson, commis, et Edouard Stuart McDougall, étudiant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'hôtels, restaurants, cafés, tavernes, salle de rafraîchissements et teneurs de maisons de pension ; marchands licenciés de vivres, vin, bière et de liqueurs spiritueuses et de tabacs ; importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages ; fournisseurs et pourvoyeurs d'amusements publics en général ; propriétaires d'automobiles, carrosses, voitures, charrettes ; loueur de chevaux, agents d'immeubles, courtiers, voituriers et entreposeurs ;

Construire, ériger et mettre en opération des hôtels, appartements et maisons d'habitation, magasins, manufactures, travaux, machines, résidences, maisons de pension, buanderies et lieux d'amusements ;

Manufacturer et produire la vapeur, le gaz, et l'électricité pour chauffage, éclairage, pouvoir, réfrigération et autres fins, et les vendre, louer et utiliser dans le voisinage immédiat de la propriété de l'hôtel Windsor ;

Emettre en paiement de toutes propriétés, concessions ou droits acquis par la compagnie, ou en considération d'aucune amalgamation ou autre arrangement pour l'exécution des objets de la compagnie, des actions ordinaires ou préférentielles, acquittées et non sujettes à appel du stock de la compagnie ;

Mettre en opération des systèmes de nettoyage par évaporation dans toutes ses branches, et autres systèmes de nettoyage et d'hygiène ;

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens, droits et obligations de toute personne ou compagnie, faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant

Luc, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 29th May, 1912.

[First published, 1st June, 1912.]

Sheriff.
2188

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1912, incorporating Messrs. Arthur Paquet, manufacturer of jewellery, Joseph Vincent Jacquier, business agent, William G. Jolicœur, physician and coroner for the district of Québec, Valmont Martin, physician, and Joseph E. Bédard, advocate, of the city of Québec, for the following purposes :

To deal in silk tissues and others of any kind, liturgical articles and generally any kind of merchandise of french manufacture, under the name of "La Compagnie Paquet & Jacquier, Limitée", with a capital of forty five thousand dollars (\$45,000 00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100 00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2464

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the fourteenth day of June, 1912, incorporating Messrs. Robert Clark McMichael, advocate and King's Counsel, Warwick Fielding Chipman, Rennie O'Gilvie McMurtry, advocates, Francis George Bush, book-keeper, George Robert Drennan, stenographer, Herbert William Jackson, clerk, and Edward Stuart McDougall, student, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern, refreshment booth and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer, and spirit and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial water and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen ;

To construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement ;

To manufacture and produce steam, gas and electricity for heat, light, power, refrigeration and other purposes ; and to sell, lease and utilize the same, in the immediate vicinity of the Windsor hotel property ;

To issue in payment of any property, concessions or rights acquired by the company, or in consideration of any amalgamation or other arrangement for the pursuance of the company's objects, common or preferred shares of stock of the company as fully paid up and non-assessable ;

To operate vacuum cleaning systems, in all branches, and other systems of cleaning and sanitation ;

To acquire and undertake the whole, or any part of the business, property, rights and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or

des biens convenables pour les fins de cette compagnie, et s'amalgamer avec toute personne ou compagnie faisant les mêmes affaires ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, lui prêter de l'argent, garantir ses contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie ;

Promouvoir, aider à promouvoir et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire, alliée ou autre faisant les mêmes affaires ou en partie semblables à celles de cette compagnie ;

Posséder, acheter ou acquérir autrement, vendre, céder, transporter, engager les actions du capital actions, obligations, débetures ou autres preuves de dettes, ou en disposer autrement, créés par toute autre compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de la compagnie, et durant la possession d'icelles exercer tous les droits et privilèges de propriétaire, y compris le droit de vote sur icelles ;

Emettre du capital actions acquitté de la compagnie, jusqu'à tel montant que la majorité des actionnaires pourront autoriser dans le but d'acquiescer les affaires de toute compagnie, société ou personne que la compagnie est autorisée à acquiescer, ou les actions ou obligations ou autres garanties de toute telle compagnie, ou en paiement de toute propriété mobilière et immobilière, droits, licences, clientèle, privilèges ou telle autre propriété qui peut être achetée, prise à bail ou acquise autrement par cette compagnie ;

Louer, vendre les affaires, biens ou entreprises de la compagnie ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, obligations, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèce tous les biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou garanties de toutes compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Et en général faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "Windsor Hotel Company, Limited", avec un capital total de six millions de piastres (\$6,000,000 00), divisé en soixante mille (60,000) actions de cent piastres (\$100 00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2469

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juin 1912, constituant en corporation M^{rs}. Francis H. McGuigan, jr., ingénieur, A. George Brooke Claxton, conseil en loi du Roi et avocat, Thomas B. Kerr, avocat, Douglas Laughlin, commis, Algernon S. Haynes, surintendant, de la cité de Montréal, dans les buts suivant :

Faire en général les affaires de marchands de sable, de gravier et de pierre, et de manufacturiers, d'entrepreneurs et d'ingénieurs en général ; construire, faire, bâtir, ériger, équiper, améliorer, réparer, exécuter, développer et maintenir des travaux et accommodements

possessed of a property suitable for the purpose of this company, and to amalgamate with any person or company carrying on business of a similar nature ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ; and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company ;

To promote, assist in promoting and become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying on a business similar or in part similar to that of this company ;

To hold, purchase or otherwise acquire, to sell, assign, transfer, pledge or otherwise dispose of shares of the capital stock bonds, debentures, or other evidences of indebtedness, created by any other company having objects similar in whole or in part to those of the company, and while the holder thereof to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon ;

To issue, as fully paid up capital stock of the company, to such an amount as the majority of the shareholders may authorize for the purpose of acquiring the business of any company, firm or person which the company is authorized to acquire, or the shares or bonds or other securities of any such company, or in payment for any real or personal property, rights, licences, good-will, privileges or other such property which may be purchased, taken on lease or otherwise acquired by this company ;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects similar to those of this company ;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of ;

And generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Windsor Hotel Company Limited", with a capital stock of six million dollars (\$6,000,000.00) divided into sixty thousand (60,000) shares of one hundred dollars (\$100 00) each.

The principal place of business of the company will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2470

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteen day of June, 1912, incorporating Messrs. Francis H. McGuigan, jr., engineer, A. George Brooke Claxton, Kings Counsel and advocate, Thomas B. Kerr, advocate Douglas Laughlin, clerk, Algernon S. Haynes, superintendent, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally the business of sand, gravel and stone merchants and manufacturers, general contractors and engineers, to construct, may, build, erect, equip, improve, repair, raise, develop and maintain, public and private works and conveniences, including all kinds

publics et privés, y compris toute sorte de chemins de fer, tramways, chemins, tunnels, voies souterraines, havres, ponts, bassins, quais, glissoires, jetées, canaux, réservoirs, écluses, égoûts, dragues, ouvrages hydrauliques, usines à gaz, éclairage électrique, téléphone, télégraphe et appareils pour fournir le pouvoir, chemins publics, trottoirs, éleveurs, entrepôts, et toute sorte de bâtisses et constructions publiques et privées, et de contracter ou faire des contrats pour les érections ou la construction de toute sorte de travaux publics et privés ;

Obtenir, acquérir, acheter, vendre, prendre, échanger, posséder et mettre en opération le sable, les caillères, le gravier, les lits de gravier, la pierre, les carrières de pierre, bateaux, remorqueurs, bacs et contracter pour le sable, gravier ou autres matériaux, remorqueur pour louage et transport ;

Manufacturer, vendre et faire le commerce de béton et ciment sous toutes ses formes et blocs pour pavage et tous les autres matériaux semblables et de même nature ;

Acheter, acquérir, prendre et conduire comme une affaire en opération toutes affaires engagées dans une affaire générale d'entreprise de pierre, sable ou gravier sous aucune forme, y compris les actifs et obligations et clientèle, payant pour iceux en argent ou stock acquitté et non sujet à appel ou en obligations de cette compagnie ;

Manufacturer tous les produits des terrains appartenant à la compagnie, les vendre ou en faire de commerce autrement, ainsi que tous les autres produits manufacturés et s'engager dans la manufacture en général ;

Acheter ou acquérir toute affaire avec les actifs d'icelle, ayant rapport à aucun des objets de la compagnie, et se charger des obligations y ayant rapport, ou les actions, debentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ainsi que toute franchise, patente, droits, licences ou privilèges semblables à aucun des dits objets ;

Acquérir tous ou aucune partie de tous les travaux, labours, services, options, propriété, meubles et immeubles, privilège, permis, clientèle ou franchises nécessaires pour les fins de la compagnie et les payer en argent ou en actions acquittées et non sujettes à appel ou obligations de la compagnie ;

Vendre toute ou aucune partie de la propriété, actifs, droits, entreprises ou clientèle de la compagnie, ou en disposer autrement, et accepter le paiement pour iceux, en tout ou en partie, en argent, obligations, stock ou autres garanties dans aucune corporation ou compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous droits de propriété, patentes, licences, concessions et autres semblables conférant l'emploi de tout droit exclusif ou non exclusif ou limité ou tout secret ou autre information quant à aucune invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition peut être calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et employer, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit la propriété, les droits ou information ainsi acquis ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne, société ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction que la compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute af-

of railways, tramways, roads, tunnels, underground ways, harbours, bridges, docks, wharves, slips, piers, canals, reservoirs, dams, sewers, dredges, water works, gas works, electric light, telephone, telegraph, and power supply plants, highways, sidewalks, elevators, warehouses, and all kinds of buildings and erections, public and private, and to enter into contract or contracts for the erections and construction of all kinds of works, public and private ;

To purchase, acquire, buy, sell, take over, exchange, own and operate sand, sand pits, gravel, gravel beds, stone, stone quarries, boats, tugs, scows, and to contract for sand, gravel and other material ; tow vessels for hire and transport ;

To manufacture, sell, and deal in concrete and cement in all its forms and paving blocks and all other similar and like material ;

To purchase, acquire, take over and carry on as a going concern any business engaged in a general contracting stone, sand or gravel business in any form, including the assets and liabilities and good will, paying for the same in cash or fully paid up and non-assessable stock or the bonds of this company ;

To manufacture any product of the lands owned by the company and sell or otherwise deal in such and all other manufactured products and to engaged in manufacturing generally ;

To purchase or acquire any business with the assets thereof, within any of the objects of the company, and assume the liabilities in connection therewith, or the shares debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, as well as any franchise, patent rights, licenses or privileges germane to any of such objects ;

To acquire, all or any part of, and to pay for any work, labour, services, options, property, real or personal, right, privileges, permits, goodwill, or franchises, necessary for the purposes of the company, and in and by cash, or in or by fully paid up non-assessable shares or bonds of the company ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings, or good will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part cash, bonds, stock, or other securities in any corporation or company ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any copyrights, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property rights or information so acquired ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To enter into partnership or into arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or

faire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et de prêter ou avancer de l'argent pour garantir les contrats d'elle, ou autrement aider toute telle personne, société ou compagnie, ou clients ou autres ayant des affaires avec la compagnie, et de prendre ou acquérir autrement des actions, obligations et garanties de toute telle compagnie, et de vendre, engager, posséder, émettre ou émettre de nouveau, avec ou sans garanties ou autrement, en faire le commerce ou en disposer;

Entrer en aucun arrangement avec toutes autorités, municipale, locale ou autrement, qui peut paraître utile aux objets de la compagnie, ou aucun d'eux, ou obtenir de toute telle autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir et faire, exercer et exécuter les dits arrangements, droits, privilèges et concessions;

Louer, acheter, construire, posséder, maintenir et changer toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou propres aux fins de la compagnie et de prendre des options sur les terres et bâtisses appartenant à autres et d'exercer ou non telles options selon qu'il sera jugé à propos;

Remunérer toute personne, société ou compagnie pour services rendus ou qui pourront être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital actions de la compagnie ou toutes obligations ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou pour la formation, l'avancement, l'organisation ou l'incorporation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire toutes telles autres choses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération convenable des susdits objets ou aucun d'eux;

C'est l'intention que les objets et pouvoirs spécifiés seront, excepté lorsqu'ils sont exprimés dans le dit paragraphe, en aucune manière limités ou restreints par rapport aux ou déduction des termes de toute autre clause ou de tout autre paragraphe dans la charte, mais que les objets et pouvoirs spécifiés dans chacune des clauses seront considérés comme des objets et pouvoirs indépendants, sous le nom de "The F. H. McGuigan Company Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00) divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, connues comme actions ordinaires et cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune connues comme 7 % du stock préférentiel cumulatif, privilégiées quant aux dividendes et actifs sur le stock ordinaire.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2511

Sous-secrétaire de la province.

transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend or advance money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, firm or company, or customers or others having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares, bonds, and securities of any such company and to sell, pledge, hold, issue or re-issue with or without guarantees or otherwise deal with or dispose of the same;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them or to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry on, exercise and comply with any such arrangement, rights, privileges and concessions;

To lease, purchase, construct, own, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the company and to take options on lands and buildings belonging to others and to exercise such options or not as may be deemed expedient.

To remunerate any person, firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds, or other securities of the company or in or about the formation, promotion, organisation or incorporation of the company or the conduct of its business;

To do all such other things as may be necessary to the due carrying out of the above objects or any of them;

It is the intention that the objects and powers specified shall except where otherwise expressed in the said paragraph be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other clause or any other paragraphs in the charter, but that the objects and powers specified in each of the clauses shall be regarded as independent objects and powers, under the name of "The F. H. McGuigan Company Limited", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, known as common shares, and five hundred (500) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each known as 7 % cumulative preferred stock, privileged as to dividends and assets over the common stock.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteen day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

2512

Index de la Gazette Officielle de Québec No 25.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Beausoleil vs Royer.....	1332
" Bloom vs Hyams.....	1332
" Buteau vs Demers.....	1333
" Cloutier vs Roy.....	1333

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1311.

AVIS :—Cantons Cox, Hope et Port Daniel, district de Gaspé, 1337 ; L'Association du Cimetière de North Georgetown, 1335 ; L'Association du Cimetière de Riverfield, 1334.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1327 ; Conseil législatif, 1326.

CERCLE AGRICOLE. FORMATION DE :—Mun, du canton Lytton, 1313.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Canadian North Atlantic Corporation, Ltd, 1313 ; Purdy & Henderson, incorporated, 1313 ; The Hinde & Dauch Paper Coy of Canada, Ltd, 1312.

DÉPUTÉS ÉLUS :—District électoral de Terrebonne, 1311 ; Montmagny, 1311.

ÉTAT :—Dépenses d'élection de M. F. A. Gendron, district électoral d'Ottawa, 1329.

ERRATUM :—Page 1271, 15 juin 1912, Nos 2343-44, 1312.

EXAMEN, BARREAU :—Arthabaska, 1331 ; Québec, 1331.

EXAMEN :—Bureau des Examineurs des mesureurs de bois, 1325.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Baron.....	1336
Carrière (Dme)	1337
Cloutier.....	1336
Denis.....	1335

LETTRES PATENTES :—

Acme Shu Pak Co.....	1321
Chouinard-Collin Lumber Coy, Ltd.....	1324
Dineen's Ltd.....	1315
Eas ern Electric Mfg Coy, Ltd.....	1313
La Cie de Musique Victoria.....	1321
La Cie Paquet & Jacquier, ltée.....	1354
Le Parc Riche teu, ltée.....	1315
Montreal West Land Coy.....	1324

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger :— Saint-Antoine de Bienville, 1313.

NOMINATIONS :—

Commissaire pour recevoir affidavits :—Léon Virolet, Paris, 1312.

Conseil en Loi du Roi—Geo. A. Campbell, Montréal, 1312.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 25.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Fréchette vs Gagné.....	1332
" Phillips vs Goodman.....	1333
" Poulin vs Bernier	1332
" Scarff vs Stuart.....	1333

ADVERTISEURS :—Notice to :— Respecting notices, etc, 1311.

NOTICE :—Townships Cox, Hope and Port Daniel, district of Gaspé, 1337 ; Association of North Georgetown Cemetery, 1335 ; Association of Riverfield Cemetery, 1334.

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1327 ; Legislative Council, 1326.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF :—Mun, of the township Lytton, 1313

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Canadian North Atlantic Corporation, Ltd, 1313 ; Purdy & Henderson, incorporated, 1313 ; The Hinde & Dauch Paper Coy of Canada, Ltd, 1312.

MEMBERS ELECTED :— Electoral district of Terrebonne, 1311 ; Montmagny, 1311.

STATEMENT :— Election expenses of Mr. F. A. Gendron, electoral district of Ottawa, 1329.

ERRATUM :—Page 1271, 15th June, 1912, Nos. 2343-44, 1312.

EXAMINATION, BAR :—Arthabaska, 1331 ; Quebec, 1331.

EXAMINATION :—Board of Examiners of Cullers, 1325.

FAILLIS —INSOLVENTS

McDowell.....	1337
Ranson.....	1337
Robinovitch.....	1336
Therrien.....	1336

LETTERS PATENTS :—

Parc Balmorol, incorporé	1319
Pointe aux Trembles Land Developing Coy, incorporated.....	1318
The Corona Realty C y.....	1314
The Chee Kung Tong Club Coy.....	1321
The F. H. McGuigan Coy, Ltd	1355
Windsor Hotel Coy, Ltd.....	1354

SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or to erect, &c. :—Saint Antoine de Bienville, 1313.

APPOINTMENTS :—

Commissioners for receive affidavits :—Léon Virolet, Paris, 1312.

King's Counsel—Geo. A. Campbell, Montreal, 1312.

Greffier de la Cour de Circuit :—Antonio Painchaud, Havre Aubert, 1311.

Juges de paix.—District de Pontiac, 1312 ; Montmagny, 1312.

Régistrateur :—Antonio Painchaud, Havre Aubert, 1312.

RÉSOLUTIONS :—Conseil municipal du comté de Lévis, 1331 ; Conseil municipal du comté de Matane, 1ère division, 1333 ; Conseil municipal du comté de Matane, 2ème division, 1334.

VENTE DE FAILLITE :—Daoust, 1338.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — Daigle, failli, 1338 ; Garant vs Alluist, 1339.

BEAUCÉ : — Fortin, failli, 1340 ; Poulin vs Quirion, 1340 ; Poulin vs Talbot, 1340.

BEAUHARNOIS : — Ferry vs Kennedy et al, 1341.

CHICOUTIMI : — La ville de Chicoutimi vs Tremblay, 1341.

KAMOURASKA : — Beaupré vs Sévigny, 1342 ; La Fonderie de Plessisville vs Dumont, 1343.

MONTMAGNY : — Boutin vs Beaudoin, 1343.

MONTREAL : — Deragon et vir vs Haller, 1344 ; McAvoy et al vs Laframboise, 1343 ; Paquette vs Bilaudeau, 1344.

OTTAWA : — Millette vs Robitaille, 1345.

QUÉBEC : — Frank vs Forman, 1347 ; Noël vs Bergeron et al, 1346 ; Plamondon (Dme) vs Larue, 1347.

RICHELIEU : — Lacroix vs Nadeau, 1352.

TROIS RIVIÈRES : — Houle (Dme) vs La Banque de Québec et al, 1353.

Clerk of the Circuit Court :—Antonio Painchaud, Havre Aubert, 1311.

Judges of the peace.—Pontiac, 1312 ; Montmagny, 1312.

Registrar :—Antonio Painchaud, Havre Aubert, 1312.

RESOLUTIONS :—Municipal council of the county of Lévis, 1331 ; Municipal council of the county of Matane, 1st division, 1333 ; Municipal council of the county of Matane, 2nd division, 1334.

INSOLVENT SALE :—Daoust, 1338.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Daigle, insolvent, 1338 ; Garant vs Alluist, 1339.

BEAUCÉ : — Fortin, insolvent, 1340 ; Poulin vs Quirion, 1340 ; Poulin vs Talbot, 1340.

BEAUHARNOIS : — Ferry vs Kennedy et al, 1341.

CHICOUTIMI : — La ville de Chicoutimi vs Tremblay, 1341.

KAMOURASKA : — Beaupré vs Sévigny, 1342 ; La Fonderie de Plessisville vs Dumont, 1343.

MONTMAGNY : — Boutin vs Beaudoin, 1343.

MONTREAL : — Deragon et vir vs Haller, 1344 ; McAvoy et al vs Laframboise, 1343 ; Paquette vs Bilaudeau, 1344.

OTTAWA : — Millette vs Robitaille, 1345.

QUÉBEC : — Frank vs Forman, 1347 ; Noël vs Bergeron et al, 1346 ; Plamondon (Dme) vs Larue, 1347.

RICHELIEU : — Lacroix vs Nadeau, 1352.

TROIS RIVIÈRES : — Houle (Dme) vs La Banque de Québec et al, 1353.

OK
JUN 24 1912